



# Assemblée générale

Soixante-quinzième session

**51<sup>e</sup>** séance plénière

Jeudi 28 janvier 2021, à 15 heures  
New York

*Documents officiels*

**Président :** M. Bozkir ..... (Turquie)

*En l'absence du Président, M. Arriola Ramírez (Paraguay), Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est reprise à 15 h 15.*

## Point 115 de l'ordre du jour (suite)

### Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/75/1)

**M<sup>me</sup> Eneström** (Suède) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des pays nordiques, à savoir le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et mon propre pays, la Suède.

Depuis que nous nous sommes réunis l'année dernière à la même période (voir A/74/PV.54), le monde a été confronté à des crises sans précédent. Nous félicitons le Secrétaire général pour le leadership dont il a fait preuve dès les premiers jours de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les pays nordiques rendent hommage au Secrétaire général et à ses collègues du système des Nations Unies dans le monde entier, dont les efforts et la détermination au cours de l'année écoulée ont montré toute la pertinence et toute l'endurance de l'ONU en tant que force pour la paix, le développement et les droits de l'homme. Nous nous félicitons de sa volonté de servir pour un second mandat de Secrétaire général et de son engagement en faveur de la transparence et de l'inclusion dans le processus.

En temps de crise, lorsque les enjeux sont importants, notre engagement envers nos valeurs et principes fondamentaux devient encore plus crucial. En tant que

Nordiques, nous ne faiblissons pas dans notre conviction qu'un ordre international fondé sur des règles et le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme sont essentiels pour parvenir à la paix et à la prospérité. Un tel ordre aura toujours l'ONU en son centre.

Cela a également été réaffirmé dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1), adoptée à l'unanimité en septembre. La Déclaration – ainsi que le Programme 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques – constitue désormais notre programme commun pour reconstruire en mieux et plus vert. Elle représente l'engagement le plus fort en faveur d'un multilatéralisme revigoré et inclusif que cet organe ait produit ces derniers temps. Nous attendons avec intérêt les recommandations du Secrétaire général pour faire avancer ce programme commun. Il peut compter sur notre engagement ferme et notre soutien politique sans réserve pour le faire avancer.

L'occasion la plus immédiate de montrer que le multilatéralisme est efficace réside dans la distribution mondiale des vaccins contre la COVID-19. Notre priorité doit être de garantir un accès mondial universel, équitable et abordable à des vaccins sûrs et efficaces. Le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 est le meilleur outil pour y parvenir. Nous avons adhéré à ce mécanisme dans lequel nous avons également investi, et nous restons déterminés à en assurer le succès.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



En raison de la pandémie, la décennie d'action a connu un début difficile. Il est impératif que nous nous remettions sur la bonne voie pour réaliser le Programme 2030, les objectifs de développement durable et le Programme d'action d'Addis-Abeba. La lutte contre l'impact socio-économique disproportionné et dévastateur de la COVID-19 sur les femmes et les filles dans le monde doit également être une priorité. Nous devons jeter les bases d'un contrat social renouvelé offrant l'égalité des chances pour tous.

La crise climatique et l'effondrement de nos écosystèmes restent des priorités absolues et nécessitent une action urgente, notamment à l'importante Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et à la vingt-sixième session Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) qui se tiendront respectivement à Kunming et à Glasgow cette année.

Nous soutenons l'appel du Secrétaire général à créer une coalition mondiale pour la neutralité carbone d'ici 2050. Le Dialogue de haut niveau sur la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, en avril, et le Dialogue de haut niveau sur l'énergie, consacré à l'objectif de développement durable no 7, en septembre, constitueront des étapes clefs dans la réalisation de ces ambitions à la COP26. Nous attendons également avec intérêt la réunion de haut niveau destinée à commémorer le cinquantième anniversaire de la Conférence de Stockholm de 1972, qui se tiendra en Suède en juin 2022, afin de relever certains des principaux défis politiques de notre époque, notamment la redéfinition de notre relation avec la nature et la promotion de la consommation et de la production durables.

Les pays nordiques soutiennent fermement l'accent que le Secrétaire général continue de mettre sur la prévention, la médiation, et la consolidation de la paix. Nous convenons avec le Secrétaire général que nous avons besoin d'un nouvel élan collectif pour la paix et la réconciliation. Le récent examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies contribuera à de nouveaux progrès dans la consolidation et la pérennisation de la paix. Nous devons maintenant redoubler d'efforts pour en assurer la mise en œuvre, y compris un financement adéquat à long terme et durable. Nous remercions le Secrétaire général d'avoir accueilli la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds pour la consolidation de la paix il y a deux jours. Nous réitérons également notre appel

à une participation accrue et véritable des femmes aux processus de paix et aux efforts de médiation.

L'égalité des genres est fondamentale dans les trois piliers de l'action de l'Organisation des Nations Unies. L'intégration de l'égalité des genres et la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité nécessitent une approche globale de l'ONU et un lien plus étroit entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Nous sommes pleinement engagés dans les efforts déployés par le Forum Génération Égalité pour réaliser des progrès transformateurs et immédiats sur la voie de l'égalité des genres.

La pandémie a mis à rude épreuve les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Nous saluons vivement l'appel à l'action du Secrétaire général en faveur des droits de l'homme et demandons une protection renforcée pour les défenseurs des droits de l'homme, ainsi qu'une collaboration avec la société civile.

Les auteurs de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits pendant cette crise doivent rendre des comptes, notamment pour avoir porté atteinte aux principes démocratiques ou à l'état de droit. Nous demandons instamment au Secrétaire général, dans l'esprit de son appel à l'action, de défendre un budget suffisant pour le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Nous restons préoccupés par la situation financière de l'Organisation des Nations Unies, sur laquelle le Secrétaire général a appelé l'attention des États Membres à plusieurs reprises. Les crises de liquidité récurrentes nuisent sérieusement à la capacité de l'Organisation à remplir les mandats décidés par les États Membres. Nous encourageons tous les États Membres à s'acquitter de la totalité de leurs contributions, à temps et sans conditions.

Les pays nordiques continuent de soutenir fermement les efforts de réforme du Secrétaire général, lesquels doivent se poursuivre, notamment pour renforcer les liens entre les efforts déployés dans les domaines de la consolidation de la paix, humanitaires, des droits de l'homme et du développement.

Enfin, soyez assurés que les pays nordiques continueront à être des partenaires indéfectibles d'une Organisation des Nations Unies forte, de son Secrétaire général et de son personnel dans le monde entier.

**M<sup>me</sup> Sulaiman** (Brunei Darussalam) (*parle en anglais*) : En tant que Présidente de l'Association des

nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), j'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom de ses 10 États membres, à savoir le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Viet Nam et mon propre pays, le Brunéi Darussalam.

Je voudrais tout d'abord transmettre les meilleurs vœux de l'ASEAN au Secrétaire général pour une nouvelle année 2021 bénie et heureuse. Nous lui adressons nos remerciements et notre reconnaissance pour son rapport complet (A/75/1), ainsi que pour son exposé ce matin (voir A/75/PV.51), qui a souligné sa vision de notre travail et de nos priorités pour les mois et l'année à venir. Nous avons un programme chargé en 2021 et l'ASEAN est prête à travailler avec lui et avec tous les États Membres et partenaires pour rendre cette année aussi significative et productive que possible.

Le rapport du Secrétaire général, qui souligne l'urgence de créer un nouveau contrat social, intégrant l'éducation, l'emploi, le développement durable et la protection sociale, fondé sur l'égalité des droits et des chances pour tous, trouve une forte résonance dans l'environnement de pandémie actuel. L'ASEAN réitère donc son soutien à la vision du Secrétaire général, qui consiste à promouvoir la réforme et l'innovation, en mettant l'accent sur l'exécution et les résultats, afin de rendre l'ONU plus efficace et plus adaptée à ceux que nous servons.

Le Brunéi Darussalam a choisi le thème « We Care, We Prepare, We Prosper » (Nous veillons, nous nous préparons, nous prospérons), pour marquer sa présidence de l'ASEAN cette année. Ce thème témoigne de l'engagement collectif de l'ASEAN à prendre soin de sa population, à renforcer sa résilience face aux incertitudes futures et à poursuivre des initiatives qui peuvent bénéficier à nos populations, dans le but de garantir que l'ensemble de la communauté de l'ASEAN puisse prospérer durablement.

En 2021, l'ASEAN s'efforcera de tirer parti de la nature bienveillante de ses membres en vue de construire une communauté harmonieuse qui place l'être humain au centre de ses préoccupations. La priorité sera accordée à la préparation et à l'adaptation à l'avenir afin de garantir que l'ASEAN reste pertinente et résiliente et que sa population puisse tirer parti des nouvelles possibilités, tout en relevant les défis actuels et futurs. Cela permettra en fin de compte aux peuples de l'ASEAN de s'épanouir, de prospérer et de faire progresser le développement durable.

Nous continuerons à mettre en œuvre le cadre de redressement global de l'Association, adopté par nos dirigeants lors du trente-septième sommet de l'ASEAN qui s'est tenu en novembre 2020. Le cadre de redressement vise à faire face aux effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), à coopérer en matière de vaccins, à maintenir la stabilité socio-économique et à permettre un redressement régional rapide. Ces efforts s'inscrivent dans le droit fil de la riposte des Nations Unies à la COVID-19. À cet égard, nous devons veiller à ce que la voie du redressement reste au premier plan du programme de l'ONU.

L'ASEAN soutient les travaux de l'Organisation des Nations Unies visant à promouvoir une croissance économique soutenue et un développement durable, comme en témoignent les objectifs communs contenus dans les Grandes orientations de la Communauté de l'ASEAN à l'horizon 2025, qui complètent le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous croyons que nos efforts en faveur du progrès socio-économique et culturel pour améliorer le niveau et la qualité de vie permettront, dans le même temps, d'autonomiser la population de l'ASEAN.

Dans le cadre de notre action en faveur du principe consistant à ne laisser personne de côté, nous nous engagerons dans une approche centrée sur les personnes, qui inclut les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées, afin d'œuvrer à un avenir durable. Davantage d'efforts seront entrepris pour favoriser une plus grande compréhension, une plus grande tolérance et un sentiment de communauté et de destin partagé entre nos peuples.

En soutenant l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, nos efforts visent notamment à inculquer une culture de la prévention pour une société pacifique, résiliente, inclusive, saine et harmonieuse. Outre l'ONU, l'ASEAN est également très attachée à s'engager avec ses partenaires de dialogue et d'autres partenaires à travers le monde pour promouvoir une culture de paix, de stabilité et de prospérité par le biais d'autres instruments clés tels que le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est et le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, ainsi que des mécanismes dirigés par l'ASEAN, tels que le Sommet de l'Asie orientale, le Forum régional de l'ASEAN et la Réunion des ministres de la défense de l'ASEAN Plus.

En effet, nos projets régionaux contribueront certainement aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, nous attendons avec intérêt de renforcer le partenariat global entre l'ASEAN et l'ONU par le biais du Plan de mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des Nations Unies pour la période 2021-2025. Par conséquent, nous félicitons le Secrétaire général, ainsi que le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, pour les efforts soutenus qu'ils déploient afin d'organiser des réunions annuelles avec l'ASEAN pendant les sessions ordinaires de l'Assemblée générale dans le but de renforcer leur partenariat.

L'ASEAN maintient son engagement à appuyer le multilatéralisme fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies et ancré dans le droit international. Nous continuerons à souligner l'importance d'une approche multilatérale pour faire face aux nouveaux défis et à façonner activement une architecture multilatérale plus efficace, fondée sur des règles et capable de s'attaquer aux problèmes régionaux et mondiaux urgents.

**M<sup>me</sup> Hussain** (Maldives) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS).

L'année 2020 a été une année difficile pour l'Organisation, les États Membres et l'ensemble de la communauté mondiale. Même si nous commençons à voir la lumière au bout du tunnel, il semble que cette année sera tout aussi difficile.

L'Organisation a connu des difficultés financières. Les changements climatiques ont continué de s'intensifier. Les océans ont continué à se réchauffer et le niveau de la mer a continué à monter. La paix et la sécurité mondiales sont menacées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et l'économie mondiale continue de décliner.

Le multilatéralisme fait l'objet d'énormes pressions et les petits États insulaires en développement subissent les conséquences négatives de tous ces problèmes. En fait, nous sommes les plus petits au sein de la communauté des nations. Nous contribuons le moins à ces problèmes mondiaux, mais nous sommes les plus touchés. Le travail des Nations Unies est essentiel pour tous les pays du monde, mais en particulier pour les petits États insulaires en développement. En tant que petits pays, nous nous heurtons à de graves difficultés pour réaliser les objectifs de développement durable et

atteindre un niveau de développement qui nous permettra d'être résilients, du fait des conséquences de toutes ces crises mondiales.

Alors que nous faisons le bilan de l'année 2020, il existe une vision commune selon laquelle, à l'avenir, l'ONU doit faire davantage pour faciliter l'inversion de la tendance à l'annulation des progrès en matière de développement découlant de ces multiples crises. L'Organisation doit accélérer ses efforts pour aider les pays à mettre pleinement en œuvre le Programme 2030 et doit continuer à jouer un rôle important pour sortir des millions de personnes de la pauvreté, lutter contre les changements climatiques, préserver la santé des mers et des océans pour la prochaine génération et contribuer à la réalisation de la vision des petits États insulaires en développement telle qu'elle est décrite dans les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa).

Les prochaines réunions de haut niveau sur les océans, l'énergie, la biodiversité, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Sommet sur les systèmes alimentaires, sont importantes pour les petits États, et les membres peuvent compter sur notre participation au plus haut niveau possible. Nous tenons à souligner qu'il est maintenant urgent que les résultats de ces réunions de haut niveau aient des effets concrets pour les petits États.

La vision du Président de l'Assemblée générale pour une ONU meilleure et plus forte doit tenir compte des petits États insulaires en développement. L'appui qu'il a apporté à l'Alliance des petits États insulaires par le passé témoigne de son engagement à faire en sorte qu'aucun pays ne soit laissé de côté. Dans la perspective de 2021, l'Alliance voudrait insister sur la nécessité d'apporter un appui financier et en matière de développement aux petits États insulaires en développement. Nos économies ont été mises à rude épreuve par les retombées économiques de la COVID-19 et le système des Nations Unies doit répondre à nos besoins.

Dans le cadre de cette intervention, le système des Nations Unies pour le développement doit apporter un appui adapté, les banques multilatérales de développement doivent donner la priorité à des mesures permettant aux petits États insulaires en développement de faire face à la crise, et les partenaires de développement doivent apporter un appui supplémentaire. En bref, nous voudrions insister à nouveau sur la nécessité de mettre au point une mesure appropriée du



développement qui permettra à nos petits États d'accéder à des financements spéciaux et à des subventions qui nous aideront dans nos efforts visant à parvenir à un développement plus durable.

La question de la COVID-19 mérite d'être abordée une nouvelle fois. Alors que le monde entre dans une phase de relèvement, ce relèvement doit être équitable et inclusif. Alors que le monde mène des campagnes de vaccination, les petits États insulaires en développement doivent être au centre des efforts visant à débarrasser le monde de la COVID-19. Le relèvement des petits États insulaires en développement doit être un relèvement qui nous permet de résister aux chocs futurs. Notre relèvement doit aller dans le sens du slogan « reconstruire en mieux ».

L'ONU doit continuer à jouer un rôle décisif dans les débats sur les changements climatiques dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui est le point d'ancrage de nombre de débats sur l'action mondiale en matière de changements climatiques. Par conséquent, l'Alliance des petits États insulaires se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général pour défendre vigoureusement la question des changements climatiques tout au long de l'année 2020, qui a été une année difficile, et maintenant en 2021, notamment à l'occasion du Sommet sur l'ambition climatique en décembre 2020 et dans la déclaration faite par le Président de l'Assemblée générale il y a quelques jours à peine au Sommet pour l'adaptation aux changements climatiques.

Si nous examinons la trajectoire des émissions mondiales sur la base des engagements actuels énoncés dans les contributions déterminées au niveau national soumises à la CCNUCC, nous sommes très loin de ce que nous devons faire pour que l'augmentation de la température mondiale reste compatible avec l'objectif de température à long terme énoncé dans l'Accord de Paris sur les changements climatiques, à savoir 1,5° Celsius. À cet égard, nous continuerons à compter sur le Secrétaire général pour qu'il joue un rôle de premier plan en se faisant le champion de l'ambition climatique et du financement de l'action climatique, notamment en mettant à profit sa position pour promouvoir l'alignement des politiques économiques et financières mondiales sur l'Accord de Paris et les objectifs de développement durable.

Pour ce qui est de l'avenir, au cours des prochains mois, nous compterons sur le leadership du Secrétaire général pour qu'il continue à faire entendre la voix

des plus vulnérables, notamment lors du sommet des dirigeants mondiaux sur les changements climatiques, qui a été annoncé récemment et qui doit se tenir le 22 avril – Journée de la Terre –, qui sera accueilli par le Président Biden des États-Unis d'Amérique. Nous saluons également le rôle de premier plan qu'a joué le Secrétaire général dans l'examen de la question du secteur de l'énergie dans le cadre du Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur l'énergie en septembre de cette année.

Pour atteindre l'objectif de température à long terme énoncé dans l'Accord de Paris, le monde devra procéder à une décarbonisation transformationnelle dans tous les secteurs. Comme l'a indiqué la Vice-Secrétaire générale l'année dernière, l'Alliance des petits États insulaires est la seule à avoir l'autorité morale d'appeler les principaux émetteurs à assumer leurs responsabilités et à transformer leurs économies. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer dans le cadre de tous ces efforts.

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur.

**M. Gonzato** (Union européenne) (*parle en anglais*) : Je fais cette déclaration au nom de l'Union européenne et de ses 27 États membres. La République de Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats, ainsi que la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et la Bosnie-Herzégovine, s'associent à cette déclaration.

Je remercie le Secrétaire général de nous avoir transmis son rapport sur les mesures prises par l'Organisation au cours de la session précédente (A/75/1) et d'avoir présenté ses priorités pour l'année décisive à venir. Nous estimons que le rapport est un rappel important de l'action indispensable de grande envergure de l'ONU et nous nous félicitons de son évolution vers un format plus facile à lire. Compte tenu des liens étroits qui existent entre le travail déjà accompli et les priorités futures, nous proposons qu'à l'avenir, le rapport intègre ces deux dimensions.

Nous apprécions le dévouement et l'esprit d'initiative dont fait preuve le Secrétaire général pour que l'Organisation se réunisse dans des circonstances très difficiles et continue de prêter attention aux défis mondiaux les plus pressants. Ces défis sont tous repris dans la Déclaration faite à l'occasion de la

célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. La Déclaration, ainsi que le Programme 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques, doivent servir de feuille de route pour l'avenir et sa mise en œuvre doit être une priorité durant la présente session.

*(l'orateur poursuit en français)*

Au cœur de la déclaration se trouve la conviction, que nous partageons pleinement, que les nombreux défis mondiaux ne peuvent être résolus que par un multilatéralisme inclusif, avec l'ONU en son centre. Pour maintenir l'efficacité de son fonctionnement, nous devons continuer à mettre en œuvre le processus de réforme que le Secrétaire général a si habilement piloté et assurer un financement suffisant et durable afin de permettre à l'ONU de remplir son rôle tellement crucial.

*(l'orateur poursuit en espagnol)*

Nous attendons avec intérêt les recommandations du Secrétaire général sur la manière de faire avancer notre programme commun et d'améliorer la gouvernance mondiale des biens communs mondiaux avant la fin de cette session. Nous encourageons le Secrétaire général à en discuter avec le plus grand nombre possible de parties prenantes et à faire preuve d'ambition et d'audace dans ses recommandations. Le Secrétaire général peut compter sur la participation constructive de l'Union européenne.

*(l'orateur reprend en anglais)*

Une riposte globale à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) reste notre priorité absolue. La priorité immédiate est de garantir un accès mondial universel, équitable, sûr et abordable aux vaccins contre la COVID-19 et leur distribution équitable, en donnant la priorité aux plus vulnérables et en ne laissant personne de côté. Bien que les pays de l'Union européenne aient été parmi les plus touchés par la COVID-19, la solidarité internationale a été intégrée dès le premier jour dans notre stratégie vaccinale, sur la base de la conviction que personne ne sera en sécurité tant que tout le monde ne sera pas en sécurité.

C'est pourquoi nous appuyons fermement le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins, que nous considérons comme la meilleure voie vers la solidarité internationale en matière de vaccins. L'Union européenne a contribué à la création du Mécanisme COVAX et l'a financé à hauteur de plus d'un milliard de dollars jusqu'à présent. Nous nous félicitons vivement

de l'annonce faite par les États-Unis de se joindre à cette initiative, et nous nous félicitons d'apprendre que le Mécanisme est en bonne voie de distribuer au moins 2 milliards de doses d'ici à la fin de 2021, dont au moins 1,3 milliard de doses à 92 pays à faible revenu.

La solidarité mondiale implique également de s'attaquer à la grave crise socio-économique qui a été provoquée par la pandémie et qui touche de manière disproportionnée les pays en développement et les groupes vulnérables. L'initiative que le Secrétaire général a lancée avec le Canada et la Jamaïque en mai dernier au titre du financement du développement, à laquelle l'Union européenne a participé activement, a été très bien accueillie, et nous sommes prêts à donner suite aux recommandations très concrètes formulées sur les moyens de faire face à l'augmentation de la dette mondiale et de proposer des solutions de financement.

Le succès de cette initiative permettrait également de progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable, dont la mise en œuvre a subi des revers, en raison de la pandémie. Nous devons intensifier nos efforts au cours de cette décennie d'action décisive pour que les progrès accomplis ne soient pas réduits à néant. La pandémie actuelle a également exacerbé l'insécurité alimentaire existante. Nous saluons par conséquent l'ambition du Secrétaire général de transformer les systèmes alimentaires et nous attendons avec intérêt un sommet des systèmes alimentaires bien conçu en septembre.

Comme l'a récemment déclaré le Secrétaire général à Davos, les changements climatiques et la perte de biodiversité sont des crises existentielles, et 2021 sera une année décisive pour l'action mondiale, avec deux grandes conférences des parties à Glasgow et à Kunming. Ces derniers mois, de nombreux dirigeants mondiaux ont exprimé leur ferme engagement à parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050 et à inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030. Nous appelons tout le monde à participer à une nouvelle course vers le sommet.

Nous devons inverser la tendance en mettant en œuvre l'Accord de Paris. À cet égard, qu'il me soit permis de saluer chaleureusement le retour de nos amis américains. Nous devons inverser la tendance en adoptant un cadre mondial ambitieux en matière de biodiversité pour l'après-2020 et en concluant les négociations sur un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et

l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Nous saluons toutes les initiatives visant à apporter des contributions concrètes à ces processus, comme la réunion de haut niveau Stockholm+50 qui se tiendra en Suède en juin 2022. Nous nous félicitons également de l'engagement continu du Secrétaire général à faire avancer la question des océans.

Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont un autre domaine qui suscite de vives préoccupations, qui ont été exacerbées par la COVID-19. L'Union européenne appuie la mise en œuvre effective de l'appel à l'action du Secrétaire général en faveur des droits humains. Nous serions favorables à la convocation d'une réunion de suivi de l'Assemblée générale à l'occasion du premier anniversaire de cet appel. L'engagement à renforcer la protection des défenseurs des droits de l'homme est un élément important de cet appel.

À New York, les organismes non gouvernementaux continuent de se heurter à des obstacles pour participer à des événements importants, tandis que ceux qui coopèrent avec l'ONU sur le terrain sont confrontés à la multiplication des menaces et des représailles. Nous comptons sur l'esprit d'initiative du Secrétaire général en vue de la mise en œuvre d'une stratégie à l'échelle du système des Nations Unies visant à promouvoir et à protéger la société civile et les défenseurs des droits de l'homme.

Par ailleurs, l'Union européenne maintiendra son engagement ferme en faveur du renforcement de notre système fondé sur des règles, du respect de l'état de droit et de notre appui continu à l'application du principe de responsabilité et à la lutte contre l'impunité, notamment par l'intermédiaire de la Cour pénale internationale. Tout cela doit rester au cœur de l'activité de l'Organisation des Nations Unies.

Pour donner concrètement suite à l'appel du Secrétaire général en faveur de la paix à la maison – l'une des excellentes notes d'orientation qu'il a publiées au printemps dernier face à la COVID-19 – l'Union européenne a contribué au lancement d'un nouveau Groupe d'Amis pour l'élimination de la violence contre les femmes et les filles. L'initiative compte déjà environ 90 membres, et j'encourage tous ceux qui sont ici à s'y associer. Mais la question des femmes et les filles ne doit pas être abordée uniquement sous l'angle de la violence sexuelle et fondée sur le genre. En fait, la pleine participation et l'autonomisation des femmes et

des filles dans le cadre du processus visant à « reconstruire en mieux » et de la réalisation des trois piliers de l'action de l'ONU sont essentielles.

La réduction de la fracture numérique est une autre grande priorité. La crise actuelle a montré à quel point les technologies numériques sont essentielles pour notre société et notre économie. Alors que près de la moitié de la population mondiale n'est toujours pas connectée, la connectivité est plus importante que jamais. Notre relèvement après la COVID-19 ne doit donc pas seulement être meilleur et plus vert, mais aussi plus numérique. Cela permettrait également d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

Le Plan d'action de coopération numérique (A/74/821), auquel l'Union européenne a beaucoup contribué, est un apport essentiel à cet égard, et nous soutenons sa pleine mise en œuvre. Je tiens également à souligner l'importance de préserver le modèle actuel de gouvernance d'Internet, qui est ouvert, inclusif et décentralisé, et qui fait intervenir de multiples parties prenantes.

Le monde est confronté à de nombreuses menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité. Nous avons besoin d'une réponse intégrée de la part de l'ensemble du système des Nations Unies. Nous devons veiller à la mise en œuvre de l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial. Et nous devons renforcer nos efforts communs en faveur de l'instauration et de la pérennisation de la paix, en nous appuyant sur des ressources suffisantes. À cet égard, nous nous félicitons vivement du succès de la Conférence de haut niveau sur la reconstitution du Fonds pour la consolidation de la paix, que le Secrétaire général a accueillie cette semaine.

Dans le même temps, nous nous faisons pleinement l'écho des préoccupations du Secrétaire général concernant l'affaiblissement continu du dispositif international de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération, dont le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est la pierre angulaire. Sa mise en œuvre intégrale est essentielle, tout comme le succès de la conférence d'examen du Traité, pour laquelle l'Union européenne est pleinement mobilisée. La pandémie actuelle ne doit pas servir d'excuse pour la stagnation des efforts de désarmement ou l'annulation des progrès réalisés, mais doit plutôt être une raison d'aller de l'avant.

Nous réaffirmons également notre engagement résolu en faveur du Plan d'action global commun

(PAGC), un autre élément clef du dispositif mondial de non-prolifération nucléaire. Nous saluons les déclarations positives du Président Biden concernant le PAGC et nous nous réjouissons de travailler avec la nouvelle administration américaine et d'autres partenaires à cet égard. L'Union européenne se réjouit également de participer au prochain examen de la stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme, sous la direction compétente des deux cofacilitateurs.

Enfin, nous nous félicitons du fait que le Secrétaire général soit prêt à briguer un second mandat. Nous participerons de manière constructive à ce processus dès qu'il sera lancé officiellement. Le Secrétaire général peut certainement compter sur le soutien continu, total et constructif de l'Union européenne pour nous atteler à la mise en œuvre de nos priorités communes.

**M. Moussa** (Djibouti) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au sujet du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/75/1) au nom du Groupe des États d'Afrique.

D'emblée, je voudrais faire part de nos préoccupations concernant l'aggravation des enjeux mondiaux qui dépassent les frontières, l'affaiblissement du soutien au multilatéralisme et surtout, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et son impact dévastateur sur l'économie mondiale, notamment en Afrique.

Le Groupe des États d'Afrique a toujours affirmé que, en ce qui concerne la réforme du système des Nations Unies pour le développement, les avantages qui en découlent doivent être visibles, concrets et tangibles. En soutenant les priorités africaines, nous saluons les efforts déployés par le système des Nations Unies pour aider l'Afrique à réaliser le développement durable. Toutefois, suite à la pandémie de COVID-19, nous demandons instamment que l'on investisse davantage en Afrique, dans la durabilité et le développement. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les faiblesses de nos systèmes nationaux, régionaux et mondiaux en termes d'inégalité, de couverture sanitaire et de protection sociale insuffisantes, et de manque de préparation aux catastrophes et aux crises liées au climat.

L'Afrique est confrontée à sa pire récession économique depuis 25 ans, en grande partie à cause de la pandémie. La pandémie de COVID-19 a ralenti le processus de réalisation des objectifs de développement durable, notamment la réalisation des cibles fixées. Nous avons actuellement besoin de ressources supplémentaires pour permettre aux économies en développement

de riposter efficacement, non seulement pour faire face à la pandémie, mais aussi pour se rétablir, reconstruire en mieux et ne laisser personne de côté.

Notre tissu social et culturel a fait les frais de la pandémie. Nos enfants en particulier ont subi une perte incommensurable du fait de leur déscolarisation. L'innovation de l'apprentissage virtuel à domicile n'est accessible qu'à quelques-uns. Combler le fossé numérique est devenu une priorité pour nous tous.

Le Groupe des États d'Afrique souligne que le continent a un besoin urgent de garantir un financement adéquat, prévisible et durable pour répondre aux défis posés par la COVID-19 et pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Qui plus est, la COVID-19 a eu un impact négatif sur les prestations et les systèmes de soins de santé en Afrique. Par conséquent, des efforts coordonnés au niveau mondial sont nécessaires pour lutter contre la pandémie, y compris la disponibilité, l'accessibilité et le caractère abordable des vaccins COVID-19. Il faut supprimer les goulets d'étranglement logistiques qui entravent l'accès aux vaccins et aux médicaments ainsi que leur distribution dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

Avec la multiplication des actions unilatérales, le monde est devenu plus fragmenté et polarisé. Nous constatons avec une grande inquiétude que les négociations internationales sur des questions essentielles pour l'Afrique deviennent actuellement plus complexes, notamment les questions fondamentales liées au financement du développement durable et de la santé mondiale afin de renforcer les systèmes de santé nationaux et de faire face correctement à cette crise mondiale, qui ne reconnaît ni les frontières ni les nations.

Le multilatéralisme est le mécanisme le plus efficace pour une action collective. Il ne s'agit pas seulement de faire face à des menaces communes, telles que les changements climatiques, les migrations, la dette nationale croissante et les inégalités. Le multilatéralisme consiste à saisir les occasions partagées. Nous avons désormais la possibilité de reconstruire un avenir meilleur, axé sur des économies et des sociétés inclusives, équitables et durables. La coopération mondiale sous toutes ses formes et à tous les niveaux peut stimuler les actions conjointes et les partenariats dans les domaines de la sécurité alimentaire, du développement agricole, de l'économie bleue, de la transformation structurelle des économies pauvres, des infrastructures, du développement, du commerce, du transfert de technologie, de la desserte numérique, des données et des statistiques



solides et de qualité, des soins de santé, de l'éducation et de l'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Beaucoup peut être fait si l'on tire parti des cadres existants, notamment l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons et la Zone de libre-échange continentale africaine, qui offre un grand potentiel pour transformer l'économie et le développement social de l'Afrique. Nous soulignons donc la nécessité d'accélérer les actions de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

En conclusion, nous nous félicitons des mesures que l'Organisation a adoptées afin de maintenir l'égalité des sexes parmi les cadres supérieurs et de renforcer la représentation géographique. Toutefois, si le Groupe des États d'Afrique se félicite des instructions administratives internes du Secrétaire général et d'autres documents directifs visant à sensibiliser l'ensemble du personnel des Nations Unies à l'importance de la lutte contre la discrimination, le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et l'abus de pouvoir, nous soulignons la nécessité de parvenir à une représentation géographique équitable à tous les niveaux de responsabilité au sein du système des Nations Unies, de tirer parti des progrès réalisés jusqu'à présent et d'intensifier les efforts organisationnels pour mettre en œuvre de manière rigoureuse et décisive toutes les mesures nécessaires pour détecter, dissuader et éliminer toute forme de racisme ou de discrimination raciale, ainsi que toute autre forme d'intolérance dans l'ensemble du système des Nations Unies.

**Mme Maitra** (Inde) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général António Guterres pour son rapport détaillé (A/75/1) sur l'activité travail de l'Organisation et pour son exposé d'aujourd'hui (voir A/75/PV.51), dans laquelle il a présenté ses priorités pour l'avenir. Nous sommes également reconnaissants au Président de l'Assemblée générale d'avoir poursuivi l'innovation d'un format interactif de questions-réponses à la présente session. La réunion qui s'est tenue plus tôt dans la journée nous a permis d'entendre un éventail de points de vue et de réactions de la part des États Membres, ce qui est très utile.

Le rapport du Secrétaire général nous présente un compte rendu sobre d'un paysage mondial complexe en constante évolution et met en lumière le programme inachevé de développement et de réforme. Nous partageons la conviction du Secrétaire général qu'une

Organisation des Nations Unies dynamique, crédible et efficace constitue une défense essentielle contre les pressions auxquelles est confronté l'ordre mondial. Nous nous félicitons de la poursuite de l'initiative du Secrétaire général visant à moderniser et à réformer le Secrétariat et à rendre l'ONU apte à remplir sa mission, notamment en rationalisant l'architecture de paix et de sécurité, en réalisant la parité des sexes et en se penchant sur le problème de la viabilité financière de l'Organisation.

L'Inde continuera à soutenir le Secrétaire général dans la mise en œuvre de ces initiatives, y compris par le biais de contributions volontaires, le cas échéant. Nous saluons la gestion par le Secrétaire général de la réponse de l'ONU à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Alors que le monde a enregistré des progrès considérables en matière d'élimination de la pauvreté au cours de la dernière décennie, la pandémie catastrophique de COVID-19 menace d'annuler les gains réalisés, et environ 70 millions de personnes auront basculé dans la pauvreté rien qu'en 2020.

La conception de stratégies efficaces pour éliminer la pauvreté restera un défi persistant pour l'humanité au cours de la décennie d'action. Nous nous félicitons également des efforts déployés pour renforcer le partenariat de l'ONU avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, par le biais de l'initiative « Action pour le maintien de la paix ». En tant que l'un des principaux fournisseurs de contingents, nous apprécions la priorité accordée aux efforts visant à augmenter le nombre de femmes en uniforme, ainsi qu'à la promotion de l'inclusion significative des femmes dans les processus de paix. Nous rendons hommage au service des soldats de la paix et des travailleurs humanitaires qui ont donné leur vie ces dernières années, en servant l'ONU et en essayant d'améliorer la vie des autres.

L'Inde joue son rôle en encourageant la solidarité et la réponse mondiales à la pandémie de COVID-19. Alors que la pandémie fait rage dans le monde entier, l'Inde n'a pas laissé cela réduire son engagement avec le reste du monde dans le domaine de la consolidation de la paix et de la réponse plus immédiate à la COVID-19. Par exemple, en réponse à un appel du Secrétaire général, l'Inde a immédiatement déployé deux équipes médicales dans ses installations hospitalières de maintien de la paix à Goma, pour la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République

démocratique du Congo, et à Djouba, pour la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

En outre, l'Inde a fourni une assistance médicale à plus de 150 pays, s'est engagée à verser 15 millions de dollars à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination et a rendu opérationnel le fonds de secours COVID-19 de l'Association sud-asiatique de coopération régionale avec une contribution initiale de 10 millions de dollars. Nous nous sommes également engagés à verser 1 million de dollars au fonds COVID-19 de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Nous réaffirmons notre volonté de continuer à soutenir l'initiative du Secrétaire général visant à favoriser la solidarité mondiale et une réponse coordonnée à la pandémie.

Notre incapacité à nous attaquer sérieusement au terrorisme – le plus dangereux des fléaux auxquels les États et les sociétés sont confrontés depuis la Seconde Guerre mondiale – jette un doute sur la pertinence de l'Organisation pour les personnes mêmes que la Charte des Nations Unies nous oblige à protéger. L'ONU n'a toujours pas convenu d'une définition commune ; elle n'a même pas élaboré une politique cohérente et bien coordonnée pour lutter contre le terrorisme et démanteler ses réseaux de soutien. Nous n'avons pas répondu à nos propres attentes, continuant à tergiverser sur la conclusion d'une convention générale contre le terrorisme international.

L'Inde est l'un des principaux contributeurs à l'action climatique, et nous sommes sur la bonne voie pour respecter nos engagements. Nous attendons avec intérêt le dialogue de haut niveau sur l'énergie qui se tiendra plus tard cette année. Nous sommes fiers d'être nommés champion mondial du thème de la transition énergétique pour accélérer la réalisation de l'objectif de développement durable no 7. Nous avons vu la tendance récente à nous fixer de nouveaux objectifs pour 2050 ou 2060, mais, avant cela, il est important que nous nous assurions d'abord de respecter et de revoir nos engagements précédents pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Se concentrer de manière disproportionnée sur l'atténuation, sans se préoccuper de l'adaptation et des ressources nouvelles et supplémentaires pour le financement du climat, rendra un mauvais service aux pays en développement.

Enfin, l'efficacité, la pertinence et la longévité de toute institution résident dans son caractère dynamique et sa capacité à s'adapter à l'évolution de son époque. Tant que les organes clés de l'Organisation resteront ancrés dans une structure de gouvernance figée

dans le passé, la crise de légitimité et de performance persistera. Quatre décennies se sont écoulées depuis l'inscription de la question portant sur la réforme du Conseil de sécurité à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Alors que l'ONU célèbre son soixante-quinzième anniversaire, efforçons-nous de faire en sorte que cette année charnière soit celle qui permettra enfin de réaliser des progrès concrets en ce qui concerne un Conseil de sécurité et une ONU qui reflètent les réalités du monde contemporain.

**M. Sparber** (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Cela fait maintenant plus d'un an que le monde vit avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Tant de personnes, ici à New York et dans leur pays, ont subi des épreuves, des difficultés, des maladies et des deuils. Notre solidarité en tant que communauté mondiale est mise à l'épreuve, tout comme la capacité de l'Organisation à réagir. De la réponse politique précoce de l'Assemblée générale dans sa résolution 74/270 au travail opérationnel des Nations Unies mené par l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme alimentaire mondial et d'autres, le système des Nations Unies a posé des jalons positifs tout au long de la pandémie, alors qu'il y a manifestement un débat approfondi à mener sur les enseignements tirés, en particulier sur les premiers jours de la crise sanitaire.

Mais le système des Nations Unies a généralement été un phare de l'action pragmatique et scientifique et une voix de la raison et de la solidarité en période de désinformation, de populisme et de tendances nationalistes. Le Secrétaire général mérite nos éloges en tant que gestionnaire de crise en chef, et nous nous félicitons qu'il ait présenté aujourd'hui les priorités pour 2021. Cette crise, avec ses profonds clivages sociétaux, a poussé le monde à se tourner vers l'ONU, et non à s'en détourner. L'Organisation est plus pertinente que jamais, et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour répondre aux énormes attentes.

La pandémie provoque une grande variété de perturbations, avec ses graves répercussions sur la santé, la société, l'économie, les finances et les droits de l'homme, mais il existe également une formidable résilience, une innovation et un sens de la communauté qui peuvent être mis à profit pour surmonter la crise. Afin de relever les défis qui se présentent à nous de manière systématique et complète, nos efforts doivent s'inscrire dans une perspective de droits de l'homme et être guidés par une prise de conscience de l'augmentation croissante des inégalités.

La communauté internationale s'est dotée des bons outils pour y parvenir avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable – le programme de mise en œuvre des droits de l'homme le plus ambitieux et le plus complet jamais conçu. Les objectifs de développement durable sont le plan directeur pour faire face à la crise sanitaire sans précédent, ramener des millions d'enfants à l'école, soutenir d'abord les plus pauvres et les plus vulnérables et mettre un terme à la pandémie de l'ombre, c'est-à-dire l'augmentation de la violence domestique, principalement contre les femmes et les enfants.

La pandémie a également été une leçon importante et, parfois, douloureuse, sur l'importance de la confiance dans les institutions. Les objectifs de développement durable nous invitent à mettre en place des institutions efficaces, comptables de leurs actes et inclusives. Dans de nombreux endroits, le monde est actuellement témoin de luttes courageuses pour la liberté d'expression, la justice et la participation politique, et de soulèvements démocratiques contre la corruption, le népotisme et les régimes autoritaires. Sans liberté, il ne peut y avoir de développement durable. Ce principe est fermement ancré dans la conception et la substance des objectifs de développement durable et a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de notre soutien collectif.

La tension croissante entre l'humanité et la nature a conduit à l'urgence climatique actuelle. Elle s'est également manifestée par l'augmentation du risque de zoonoses, la perte de biodiversité et l'accroissement de la désertification, entre autres. Nous devons recalibrer notre relation avec notre planète de manière durable, comme le préconise l'approche globale « Une seule santé ». Il s'agit autant d'une question de développement durable et de droits de l'homme que d'un besoin de sécurité. Comme de nombreux autres membres dévoués de nos sociétés, le Secrétaire général a fait preuve d'un leadership énergique en appelant le monde à changer de cap.

Ces appels doivent être entendus par ceux qui ont une responsabilité importante, que ce soit en tant que grands émetteurs de dioxyde de carbone ou en tant que membres permanents du Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité a fait des efforts timides pour élargir son paradigme de sécurité au-delà de son étroite dimension politico-militaire traditionnelle, par le biais de débats réguliers sur le climat et la pandémie et la création d'un groupe d'experts informel sur le climat et la sécurité.

Ces efforts doivent être intégrés dans les mandats du Conseil, et une approche beaucoup plus préventive est nécessaire pour que les actions du Conseil de sécurité restent pertinentes à la lumière des menaces futures. À ce stade, le Conseil n'a pratiquement rien à offrir en réponse au sentiment d'insécurité le plus répandu que le monde ait connu depuis des décennies. Il est grand temps que le Conseil adapte son approche aux réalités et aux besoins de l'heure.

Le Liechtenstein salue le fait que le Président de l'Assemblée générale s'exprime de manière cohérente et forte en faveur du multilatéralisme, aux côtés du Secrétaire général, et qu'il accroisse l'ambition d'une action collective lors des prochaines réunions de haut niveau, de la corruption aux changements climatiques et à l'eau. Il n'y a pas d'alternative viable aux approches multilatérales des problèmes qui nous concernent tous. L'Organisation des Nations Unies est la manifestation la plus noble de ce principe. Ses 75 ans d'histoire en sont la principale confirmation.

Il est donc primordial de veiller à ce que les organes politiques de l'Organisation soient pleinement opérationnels à tout moment. La décision prise par l'Assemblée générale d'assurer la continuité des activités, même en temps de crise, a constitué une étape nécessaire à cet égard. L'Assemblée générale en particulier a également pour mandat bien défini d'examiner les questions de paix et de sécurité internationales. Face à la paralysie croissante du Conseil de sécurité, souvent due à l'utilisation ou à la menace d'utilisation du droit de veto, l'autorité de l'Assemblée générale devrait être mise en avant. C'est pourquoi, de concert avec des États partageant les mêmes idées, le Liechtenstein cherchera à rendre obligatoire un débat à l'Assemblée générale dans chaque cas où l'utilisation du veto empêche le Conseil de sécurité d'agir.

Le Secrétaire général a souligné que le manque de confiance dans les institutions était le principal obstacle à l'état de droit et à la réalisation de nos objectifs communs de développement durable. C'était avant la pandémie, et le défi est probablement devenu encore plus pressant avec la crise sanitaire. La confiance doit être construite souvent laborieusement et au prix d'un grand effort collectif, mais elle peut souvent disparaître beaucoup plus rapidement. La clé de la résilience de la confiance de la société dans les structures de gouvernance est la participation et la responsabilité. L'Organisation des Nations Unies doit se rapprocher des citoyens et garantir une véritable participation

de la société civile à ses travaux. Il y a beaucoup de besoins et de possibilités d'amélioration à cet égard, en particulier dans le contexte de notre récente expérience pendant la pandémie. Nous avons besoin à la fois d'une Organisation des Nations Unies responsable et d'une Organisation des Nations Unies qui garantisse l'application du principe de responsabilité.

Au cours des dernières décennies, l'ONU a innové en créant des mécanismes de justice internationale, institutionnalisant ainsi la primauté du droit sur la loi du plus fort. Le travail de ces mécanismes nécessite le soutien vocal et sans équivoque des dirigeants de l'Organisation des Nations Unies et des États. Le Liechtenstein reste attaché à cette cause, car nous pensons qu'elle touche au cœur même des buts et principes des Nations Unies et des défis auxquels nous serons confrontés collectivement à l'avenir.

**Mme Tang** (Singapour) (*parle en anglais*) : Ma délégation voudrait remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué la présente séance pour nous donner l'occasion de tenir cet important débat, et nous voudrions également remercier le Secrétaire général pour son exposé de ce matin sur ses priorités pour l'année à venir.

Je voudrais faire plusieurs observations en plus de celles que ma délégation a faites au cours du débat interactif tenu plus tôt.

Tout d'abord, l'activité de l'Organisation au cours de l'année écoulée et, en fait, au cours de l'année à venir a été et sera vue principalement à travers le prisme de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). À cet égard, ma délégation félicite le Secrétaire général pour son rôle moteur dans la conduite de la réponse de l'ONU à la COVID-19, en particulier pendant les premiers mois critiques.

Dès l'apparition de la pandémie, le Secrétaire général a pris des mesures décisives pour assurer la sûreté et la sécurité de la famille des Nations Unies et a pris la tête des appels lancés par l'ONU en faveur d'un soutien mondial massif aux personnes et aux pays les plus vulnérables. Nous nous sommes particulièrement félicités du dynamisme dont le Secrétaire général a fait montre en réunissant les dirigeants mondiaux pour qu'ils coopèrent à la mise au point d'un vaccin universellement disponible et abordable. Nous notons que le Secrétaire général a publié 16 documents de politique générale sur une série de questions de grande importance pour nos pays, et nous les avons trouvés très utiles.

Le Secrétaire général a également pris l'initiative d'appeler à un cessez-le-feu mondial, ce qui, à notre avis, reste un objectif important que nous devons tous soutenir. Personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas, et cela sera essentiel pour que la communauté mondiale puisse collectivement faire face aux effets dévastateurs de la pandémie sur le plan socio-économique, humanitaire et des droits de l'homme et s'en relever. Le système des Nations Unies a été un allié déterminant des gouvernements nationaux dans la lutte contre la pandémie et a réagi rapidement sur le terrain. Et si l'ONU poursuit également son travail dans des domaines tout aussi importants, tels que l'action climatique, l'aide aux réfugiés et le maintien de la paix, son succès dépendra en fin de compte de sa réponse à long terme à la pandémie et sera évalué en fonction de celle-ci.

Cela m'amène à mon deuxième point. Maintenant que la phase initiale de la crise est passée, il est important que l'ONU continue de surveiller la mise en œuvre de ses réformes et accélère l'achèvement des mandats en cours. Sur le front du développement, cela inclut la révision du système redynamisé des coordonnateurs résidents et des bureaux multipays. Ces réformes permettront de renforcer la coordination du système à tous les niveaux et de mieux soutenir et aider les efforts déployés par les pays pour atteindre les objectifs de développement durable.

À un niveau plus large, cela sera essentiel si l'on veut que l'ONU puisse continuer à soutenir efficacement les États Membres dans leur réponse à la pandémie et à reconstruire en mieux. Cela pourrait obliger l'Organisation à ajuster et à repenser certaines des réformes qui ont été mises en place très récemment et considérées comme un succès. Cela pourrait nécessiter un ajustement radical des processus et des flux de travail, des ressources diplomatiques et du personnel. Nous avons vu comment cette pandémie a changé la façon de travailler de nombreuses organisations et entreprises – comment elles ont modifié leur approche ou leur philosophie, réduit leurs effectifs ou adapté leur modèle opérationnel. Après la COVID-19, le système des Nations Unies doit faire de même s'il veut continuer à s'acquitter de ses mandats dans cette nouvelle normalité.

Ma délégation espère que le Secrétaire général et le Conseil de direction examineront cette question très sérieusement. À cet égard, nous pensons qu'il serait utile que le Secrétaire général procède à un examen interne des enseignements tirés de la COVID-19 et évalue la



réponse du système des Nations Unies à la crise, notamment en examinant d'autres domaines de réforme.

Troisièmement, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'importance du multilatéralisme, de la coopération multilatérale et de l'état de droit. Elle n'a montré que trop clairement qu'aucun État ne peut relever seul ce type de défi transnational et l'importance d'un engagement et d'une coopération à l'échelle mondiale fondés sur le respect et les avantages mutuels.

La communauté mondiale doit saisir l'occasion offerte par les récents faits politiques nouveaux pour réaffirmer son attachement collectif au multilatéralisme et à la coopération multilatérale, relancer la dynamique dans cette maison, renforcer l'importance des biens communs mondiaux et travailler ensemble pour relever les défis posés par des questions telles que les technologies numériques, les changements climatiques, la gouvernance mondiale et la santé publique mondiale, pour ne citer que quelques exemples.

Je conclurai en réitérant le soutien de Singapour au travail du Président de l'Assemblée générale et du Secrétaire général. Les membres peuvent être assurés de notre engagement à travailler collectivement avec eux pour soutenir l'ONU dans l'accomplissement de ses mandats et notre objectif commun d'offrir un meilleur avenir à tous nos peuples.

**M. Al Hassan** (Oman) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je tiens à exprimer mes remerciements pour l'occasion qui m'est donnée de faire cette déclaration au sujet du Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, publié sous la cote A/75/1. Je remercie également le Secrétaire général pour l'exposé qu'il a fait à la séance tenue ce matin (voir A/75/PV.51).

Mon pays apprécie vivement les idées créatives et les recommandations contenues dans le rapport. Nous saluons le rôle de premier plan joué par le Secrétaire général dans le développement des activités de l'Organisation, notamment ses efforts pour faire face à la pandémie de COVID-19 et atténuer ses effets sur les pays.

Mon pays soutient l'appel du Secrétaire général à plus de cohérence, de synergie et de coopération pour faire face à la pandémie à travers la prise de mesures pratiques et concrètes pour favoriser l'accès des États aux vaccins au coût le plus bas, car la situation actuelle ne permet pas de faire commerce des vaccins et d'en tirer profit. Sauver la vie de millions de personnes dans le monde est une priorité absolue.

Nous sommes d'accord avec le rapport du Secrétaire général selon lequel le monde est confronté à la plus grave récession économique depuis la Seconde Guerre mondiale et à la plus grande perte de revenus depuis 1870. Près de 100 millions de personnes au moins sont au bord de l'extrême pauvreté. Nous nous félicitons donc de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'une position de solidarité pour garantir l'aide aux pays en développement et aux pays les moins avancés grâce à des mesures et des actions pratiques et concrètes, notamment l'annulation, le gel et la restructuration de la dette et l'augmentation de l'aide par le biais des institutions financières internationales afin de garantir l'accès des pays à un financement adéquat. Cela permettrait de faire face à la pandémie et à ses répercussions et de promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030.

La politique étrangère de mon pays est fondée sur la paix. Nous avons donc été parmi les premiers pays à approuver l'appel du Secrétaire général du 23 mars 2020 en faveur d'un cessez-le-feu mondial. Nous espérons que toutes les parties du monde répondront à cet appel pour préserver la vie et les réalisations et résoudre les différends par le dialogue et des moyens pacifiques.

Nous appelons également le Conseil de sécurité à déployer des efforts efficaces pour résoudre les conflits et à se concentrer sur l'activation et la mise en œuvre des principes consacrés par la Charte des Nations Unies d'une manière équitable et juste.

Nous nous félicitons également de l'appel du Secrétaire général en faveur d'un nouveau contrat social pour rééquilibrer les systèmes financiers et commerciaux sur la base de règles de marché équitables qui tiennent compte des intérêts de tous les États et respectent leur souveraineté. Nous espérons que cela sera mis en pratique par le biais d'obligations contractuelles internationales dans ce sens.

Le multilatéralisme est l'essence même de l'action internationale commune, et l'ONU reflète les ambitions et les aspirations de tous les États Membres. C'est pourquoi nous rappelons que le système des Nations Unies et son personnel doivent être guidés par les opinions générales des États Membres et ne doivent pas privilégier les opinions d'une poignée de pays dans tous les domaines de travail.

Nous demandons également une représentation géographique de toutes les régions à différents postes de l'Organisation, y compris aux plus hauts niveaux. Nous

appelons à l'élimination de tout obstacle institutionnel à la participation des citoyens de certains États. Tous les sexes doivent être représentés parmi le personnel, ce qui ne doit pas se faire au détriment d'une représentation géographique équitable.

En conclusion, je tiens à réitérer la satisfaction de mon pays quant au rôle joué par le Secrétaire général, M. António Guterres. Nous le soutenons pleinement dans ses actions et dans les efforts qu'il déploie pour assurer une réforme et un développement ultérieurs. Mon pays soutiendra également le Secrétaire général pour un second mandat, s'il le souhaite.

**M<sup>me</sup> Squeff** (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je tiens en premier lieu à remercier le Secrétaire général pour son exposé (voir A/75/PV.51) sur son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/75/1) et lui faire part de la reconnaissance de la République argentine pour le travail accompli par lui-même et l'ONU au cours de l'année écoulée, dans l'un des contextes les plus difficiles depuis sa création. Nous réitérons notre soutien et notre appréciation des actions menées par le Secrétaire général.

Le rapport décrit les défis créés par la maladie à coronavirus (COVID-19) et souligne les actions entreprises par l'ONU pour répondre à la pandémie de manière coordonnée, en renforçant le multilatéralisme et en se fondant sur les trois piliers de l'Organisation : droits de l'homme, développement durable, paix et sécurité.

C'est pourquoi l'Argentine a adopté une approche globale, plaçant la protection de la vie des personnes au premier plan et concevant des mesures spécifiques pour répondre aux besoins et aux droits de tous les groupes vulnérables. En effet, nous convenons avec la vision du Secrétaire général, à savoir que pour sortir de la pandémie, nous devons concevoir des programmes alignés sur le Programme 2030 et qui renforcent les systèmes de santé et de protection sociale de tous les pays dont les vulnérabilités ont été exposées ces derniers mois.

Par principe, l'Argentine soutient un engagement fort en faveur de toute initiative visant à faciliter l'accès universel et équitable aux médicaments, traitements, vaccins et autres technologies de santé que nous considérons comme des biens publics mondiaux. Nous devons travailler ensemble pour trouver des solutions globales et durables qui touchent toute l'humanité. En effet, toutes les économies du monde ont été affectées par la pandémie. Dans ce contexte, nous partageons les

appels en faveur d'une plus grande liquidité mondiale, notamment en raison de la rareté des ressources dans les pays émergents. La crise n'est plus seulement une crise de liquidité, mais aussi, dans certains cas, une crise d'insolvabilité ; dans ce contexte, un moratoire de la dette ne sera pas suffisant. L'Argentine demande instamment que l'on continue à rechercher de nouvelles options multilatérales qui faciliteront la restructuration ordonnée des dettes et garantiront une plus grande disponibilité des ressources pour la mise en œuvre de politiques publiques visant à lutter contre la pandémie et à soutenir une croissance inclusive.

Tous les pays en développement, y compris les pays à revenu intermédiaire, ont été touchés par la crise économique déclenchée par la COVID-19, ce qui montre que le revenu par habitant ne reflète pas correctement le niveau de développement. L'Argentine préconise donc l'utilisation de mesures multidimensionnelles pour définir les critères d'admissibilité aux financements à des conditions favorables et à la coopération internationale.

Nous sommes également conscients que l'élimination de la pauvreté n'est pas possible si les conditions qui génèrent un emploi décent ne sont pas en place. Nous réaffirmons par conséquent notre adhésion à l'Alliance 8.7, qui vise à éradiquer toutes les formes d'esclavage moderne et à garantir un travail décent pour tous. Dans ce cadre, nous rappelons que, à l'initiative de l'Argentine, l'Assemblée générale a déclaré 2021 Année internationale de l'élimination du travail des enfants. Nous appelons tous les pays à agir ensemble pour éradiquer ce fléau et à se joindre aux activités menées sur le sujet au cours de l'année.

En tant que signataires de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, nous sommes des défenseurs de la protection de l'environnement et de la lutte contre les conséquences des changements climatiques. Ainsi, nous participerons activement à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Je voudrais également évoquer brièvement les deux sommets sur les systèmes énergétiques et alimentaires organisés par le Secrétaire général, que nous soutenons. Ces sujets sont au cœur du monde d'aujourd'hui. Ces processus doivent être transparents et tenir compte du rôle central des États. Lors de ces sommets, qui se tiendront parallèlement au débat de haut niveau de l'Assemblée générale en septembre, le protectionnisme et les subventions n'ont pas leur place. Nous ne souhaitons pas voir une répétition de politiques bien connues qui

n'ont fait que nuire à la plupart des pays et n'ont profité qu'à quelques-uns. Nous sommes en faveur de sommets ouverts et transparents où tous les États peuvent faire entendre leur voix et contribuer efficacement à l'élimination de la faim dans le monde.

Ma délégation prend note de la section du rapport du Secrétaire général dans laquelle il demande qu'une attention particulière soit accordée aux groupes vulnérables les plus touchés par la pandémie : les réfugiés ; les femmes ; les enfants ; les personnes âgées ; les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) ; les personnes handicapées, les peuples autochtones, entre autres. Nous convenons que nous ne pouvons laisser personne de côté dans la réponse à la pandémie et le relèvement. Nous appelons par conséquent l'Organisation à maintenir son autorité dans la lutte contre toutes les formes multiples et diverses de discrimination et à renouveler son engagement en faveur des droits des groupes et des personnes vulnérables qui ont de tout temps fait l'objet de discrimination.

Pour l'Argentine, la protection et la promotion des droits de l'homme sont une politique d'État. Cela s'est traduit au niveau international par nos contributions au système universel des droits de l'homme. Pour cette raison, l'Argentine a également décidé de présenter sa candidature à l'élection au Conseil des droits de l'homme pour la période 2022-2024, en octobre. Nous sommes déterminés à continuer de renforcer le système multilatéral des droits de l'homme afin qu'il puisse répondre de manière efficace et efficiente aux nouveaux défis mondiaux en la matière.

Le Secrétaire général souligne dans son rapport que, malgré les progrès accomplis, il existe encore des lacunes importantes en matière d'égalité des sexes. Nous sommes confrontés à de nombreux défis pour parvenir à une véritable égalité des chances pour les femmes et les filles dans toute leur diversité. L'Argentine apporte par conséquent un appui ferme et participe activement à toutes les initiatives de l'Organisation pour progresser dans ce domaine. En particulier, nous sommes fortement engagés dans l'Initiative Spotlight pour lutter contre la violence fondée sur le genre et nous sommes membres du comité du Groupe d'Amis pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles afin de mettre en œuvre des mesures spécifiques pour donner suite à l'appel du Secrétaire général à mettre fin à cette pandémie cachée. Nous faisons également partie de l'initiative Génération Égalité et participons

à la direction de la coalition, qui travaille sur la santé et les droits des femmes en matière de sexualité et de procréation.

L'engagement international de l'Argentine se traduit par des mesures concrètes prises par le Gouvernement de mon pays pour étendre les droits au niveau national pour une prise en compte des questions de genre. L'Argentine est aujourd'hui un État bien présent et qui n'est plus indifférent au problème de santé publique et de justice sociale, un État qui prend les devants et assume de manière responsable les revendications historiques du mouvement des femmes et des LGBTI et qui est résolu à soutenir toutes les personnes dans toutes leurs décisions et leurs projets de vie.

Comme l'a récemment relevé le Président Alberto Fernández, l'Argentine a commencé à écrire une autre histoire – celle de la recherche de plus de droits là où des déséquilibres existent encore. C'est pourquoi nous sommes fiers de la reconnaissance par le « Global Gender Response Tracker », lancé par ONU-Femmes et le Programme des Nations Unies pour le développement, qui classe l'Argentine parmi les pays ayant pris le plus de mesures tenant compte des questions de genre en réponse à la COVID-19.

Enfin, avec cet engagement ferme à faire progresser l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles dans toute leur diversité, j'ai récemment assumé la vice-présidence du Conseil d'administration d'ONU-Femmes. À ce poste, nous travaillerons de manière constructive pour renforcer les stratégies et les actions entreprises par ONU-Femmes afin de garantir des réponses efficaces à l'impact multidimensionnel que la pandémie a eu sur les femmes et les filles.

Nous apprécions grandement la référence du rapport aux leçons que la COVID-19 nous a enseignées, notamment sur la nécessité d'une coopération numérique plus étroite, car la technologie peut être d'une aide immense pour le relèvement après la pandémie et la réalisation des objectifs de développement durable.

En février 2021, je présiderai la Commission du développement social, où nous aborderons le thème prioritaire « Une transition socialement juste vers le développement durable : le rôle des technologies numériques dans le développement social et le bien-être de tous ». La pandémie a démontré que la connectivité et l'inclusion numérique sont des droits fondamentaux, mais malheureusement il existe encore des lacunes importantes dans l'accès réel et effectif au monde

numérique. J'espère pouvoir compter sur la participation de toutes les délégations, du 8 au 17 février, à la prochaine session de la Commission, qui offrira un espace pour discuter de mesures concrètes visant à créer un monde plus inclusif, plus juste et plus égal. Les discussions seront également utiles pour définir et orienter les politiques sociales des États Membres dans le monde de l'après-COVID-19.

La crise provoquée par la pandémie exige de toute urgence la pleine protection et la réalisation des droits humains des personnes âgées. Il s'agit d'un défi universel et il est donc essentiel de travailler ensemble pour le relever. Le Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement de l'Assemblée générale est la principale plateforme intergouvernementale mondiale dont l'objectif est de renforcer la protection des droits humains des personnes âgées. À cet égard, nous apprécions le rapport d'orientation intitulé « Incidences de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme » (A/75/205), publié en mai 2020, qui souligne la nécessité de renforcer les cadres juridiques nationaux et internationaux, et demande instamment l'accélération des efforts du Groupe de travail sur le vieillissement pour élaborer des propositions d'instrument juridique international visant à promouvoir et à protéger les droits et la dignité des personnes âgées.

L'Argentine est donc fière d'avoir été le fer de lance – avec l'Autriche, le Canada, le Chili, El Salvador, les Philippines, la Slovaquie, le Maroc et la Turquie – de la déclaration commune interrégionale de soutien au rapport, qui a été approuvée par 146 États Membres et Observateurs permanents.

Comme le signale le rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, l'Argentine souligne le rôle de la Cour internationale de Justice et des autres tribunaux internationaux dans la promotion de la justice, du droit international et du règlement pacifique des différends, contribuant ainsi activement à la consolidation de l'état de droit international. Je tiens également à souligner les efforts consentis par le Secrétaire général pour servir de médiateur entre les parties aux différends, exercer ses bons offices et faciliter la recherche de solutions pacifiques. À cet égard, l'Argentine réaffirme la nécessité de poursuivre ces efforts jusqu'à ce que les parties concernées trouvent une solution définitive à leurs différends, en particulier lorsqu'il existe un mandat de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité.

L'Argentine partage l'évaluation faite dans le rapport annuel de la situation difficile qui prévaut actuellement dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements. À ce sujet, dans un contexte de fortes divisions et d'érosion des principaux instruments internationaux en la matière, nous sommes convaincus qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous devons nous engager dans un dialogue inclusif et la recherche de consensus.

L'Argentine présidera la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui sera une occasion unique pour les États parties de renouveler leur engagement envers les trois piliers du Traité : le désarmement, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Le monde serait différent sans le Traité, qui est si essentiel pour la sécurité internationale, et nous pouvons dire que tous les États parties en ont bénéficié. Dans cette optique, nous sommes déterminés à assurer le succès de la Conférence d'examen et l'Argentine ne ménagera aucun effort pour en assurer la réussite.

Par ailleurs, en ce qui concerne les armes conventionnelles, l'Argentine partage l'approche du Programme de désarmement du Secrétaire général et se félicite des actions identifiées et menées en vue de sa mise en œuvre. En particulier, l'Argentine a soutenu l'action 23 et, plus récemment, l'action 25, en ce qui concerne les systèmes d'armes létaux autonomes.

La commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU a été une excellente occasion de réfléchir aux réalisations historiques de l'Organisation, de réaffirmer les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et de renforcer et renouveler l'engagement de la communauté internationale en faveur du multilatéralisme.

L'adoption de la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1) est le point de départ de la consolidation d'un multilatéralisme renouvelé, l'ONU étant la pierre angulaire d'un système multilatéral capable de répondre aux nouveaux défis d'un monde interconnecté. Nous devons être les architectes d'une nouvelle maison commune ; nous avons besoin d'une Organisation des Nations Unies dont les valeurs fondatrices sont intactes et qui a la lucidité d'intégrer les immenses changements technologiques en cours afin de les rendre plus humaines, plus démocratiques et plus inclusives socialement.



**M. Akram** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général pour son rapport détaillé (A/75/1) et pour l'exposé qu'il a présenté plus tôt dans la journée (voir A/75/PV.51) sur l'activité de l'Organisation. Nous partageons sa vision des défis complexes auxquels la communauté internationale est confrontée et des innombrables possibilités de solidarité mondiale et de coopération internationale pour les relever. Ces défis ne peuvent être relevés que par une coopération multilatérale. L'ONU est aujourd'hui plus que jamais l'organisation indispensable.

Il est par conséquent regrettable qu'à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU, le respect de ses objectifs et de ses principes se soit considérablement érodé. Les conflits font rage dans le monde entier, les rivalités entre grandes puissances se sont ravivées et une nouvelle course mondiale aux armements a été déclenchée. L'inégalité au sein des nations et entre elles aggrave la pauvreté et la souffrance.

L'impératif de répondre collectivement et de toute urgence aux crises existentielles actuelles – maladie, pauvreté et changements climatiques – est supplanté par des intérêts particuliers. Notre monde interconnecté est plus divisé et plus polarisé que jamais. La xénophobie, le racisme et les idéologies extrémistes ont ressurgi comme des fantômes du passé. Les appareils de la démocratie sont exploités pour faire avancer des programmes autoritaires.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a exacerbé ces tendances. Nous sommes au cœur de la pire crise sanitaire et économique depuis un siècle. Ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui souffrent le plus. Les riches ont mobilisé l'essentiel de l'argent nécessaire à la relance. Les pauvres se battent pour trouver une fraction des ressources dont ils ont besoin pour éviter l'effondrement économique et la souffrance humaine.

Nous savons tous que personne ne sera en sécurité tant que tout le monde, partout, ne le sera pas. Le monde dispose des ressources nécessaires à sa reprise économique. Plusieurs vaccins ont démontré leur efficacité contre le virus. L'argent et les vaccins doivent être déployés de manière équitable et universelle pour sauver des vies, éviter d'immenses souffrances humaines et relancer l'économie mondiale. Le Premier Ministre de mon pays, Imran Khan, a proposé un plan d'action en cinq points pour la distribution équitable des vaccins, l'allègement de la dette, les financements concessionnels, la création de droits de tirage spéciaux,

la génération de financements climatiques et l'inversion des flux financiers illicites.

Mais au-delà de la sortie de crise, nous devons veiller à la mise en place d'une architecture financière internationale juste et efficace et d'un régime commercial et fiscal équitable, consentir des investissements dans des infrastructures durables et utiliser de façon optimale la science et la technologie afin de créer un ordre économique et social mondial qui soit équitable, résilient et durable.

Le monde ne parviendra pas à se relever de la crise de la COVID-19, ni à atteindre les objectifs de développement durable ou climatiques, si nous ne parvenons pas à promouvoir ce que le rapport du Secrétaire général appelle « la diplomatie au service de la paix ». Tel est l'objectif premier de l'ONU. Un regain de diplomatie, comme l'a demandé le Secrétaire général, est évidemment essentiel non seulement pour gérer et contenir les conflits, mais aussi pour les résoudre. La Charte des Nations Unies prévoit une panoplie de processus que le Secrétaire général, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale peuvent et doivent utiliser pour promouvoir le règlement pacifique des différends. Cette « diplomatie au service de la paix » doit englober la stricte adhésion aux principes et aux objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies et la mise en œuvre des résolutions contraignantes du Conseil de sécurité, arrêter et inverser la course mondiale aux armements nucléaires et conventionnels, s'opposer à la montée des régimes fascistes et totalitaires qui bafouent les droits de l'homme, mettre fin au racisme, à l'islamophobie et à l'antisémitisme, promouvoir le respect universel des droits de l'homme et, surtout, activer des mesures multilatérales, sous l'égide de l'ONU, pour résoudre les conflits et les différends dans le monde, qu'ils soient anciens ou nouveaux.

Nous avons aujourd'hui une occasion unique de mettre fin à la guerre qui dure depuis des décennies en Afghanistan, par l'entremise d'une réconciliation et d'un règlement politique intra-afghans. Pourtant, certains considèrent que la paix ne sert pas leurs intérêts premiers. Ceux-là ne ménagent pas leurs efforts pour détruire le processus de paix en Afghanistan. Les manigances de ces fauteurs de troubles, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan, doivent être mises en échec.

La communauté internationale ne peut pas non plus négliger le différend concernant le Jammu-et-Cachemire. Le processus de décolonisation ne sera pas complet tant que le peuple du Jammu-et-Cachemire ne sera pas en mesure d'exercer son droit à

l'autodétermination au moyen d'un plébiscite supervisé par l'ONU, comme le demandent plusieurs résolutions du Conseil. Ce droit fondamental est réprimé par la campagne brutale de l'Inde, qui vise à imposer une « solution finale » dans le Jammu-et-Cachemire, qui fait actuellement l'objet d'une occupation illégale, exécutée par une armée de 900 000 hommes. Cette occupation se traduit par de très nombreuses violations des droits de l'homme, dont l'emprisonnement de centaines de dirigeants politiques cachemiriens, la disparition de milliers de jeunes – 100 000 Cachemiriens ayant été martyrisés, des milliers d'autres blessés et 20 000 femmes violées. Aujourd'hui, l'Inde tente de transformer cet État à majorité musulmane en un territoire à majorité hindoue. L'année dernière, elle a autorisé plus de 1,5 million d'hindous venus d'Inde à usurper les terres des Cachemiriens. Au sens des Conventions de Genève, ces chiffres équivalent à un génocide.

Si l'Inde cherche à faire taire les Cachemiriens par ce projet colonial, elle cherche également à faire taire le Pakistan par la menace d'une agression, en violant sans cesse le cessez-le-feu le long de la ligne de coordination des opérations. Ce pays élabore et diffuse de fausses informations visant à dénigrer le Pakistan, se livre au terrorisme et à la subversion contre le Pakistan et planifie des opérations « sous faux drapeau » pour justifier une agression contre mon pays. Une guerre désastreuse a été évitée en février 2019 grâce à la retenue et à la pondération affichées par le Pakistan lorsque nous avons relâché le pilote de l'avion que nous avions abattu. La région pourrait ne pas avoir autant de chance la prochaine fois. Les fanatiques extrémistes du régime du Parti Bharatiya Janata et Rashtriya Swayamsevak Sangh sont confrontés à une opposition croissante à leur régime fasciste en Inde. Ils pourraient bien organiser un autre conflit pour conserver leur contrôle totalitaire du pouvoir.

Nous nous félicitons du programme en dix points présenté aujourd'hui par le Secrétaire général. Pour réussir à le mettre en œuvre, trois éléments nous semblent essentiels : premièrement, un plan d'action spécifique pour chaque question ; deuxièmement, une coalition de dirigeants engagés pour défendre le plan et sa mise en œuvre ; et troisièmement, le leadership et l'engagement personnels du Secrétaire général.

**M<sup>me</sup> Joyini** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis tout d'abord de remercier le Secrétaire général pour son exposé aujourd'hui sur l'activité de l'Organisation (voir A/75/PV.51), qui décrit ce

qui s'annonce comme une année pleine de défis placée sous le signe d'un optimisme prudent. Alors que le contexte demeure difficile, nous tenons à assurer une nouvelle fois le Secrétaire général du soutien et de la coopération continus de l'Afrique du Sud dans l'accomplissement de sa tâche.

Contrairement à l'année dernière, l'année 2021 a commencé par une vision plus claire de la voie à suivre pour vaincre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'efficacité de plusieurs vaccins contre la COVID-19 ayant été vérifiée et leur distribution entamée. Bien que cette situation soit porteuse d'espoir, il convient de souligner qu'une solidarité totale est nécessaire pour garantir que chaque nation soit libérée de la pandémie et que personne ne soit laissé pour compte. Ces vaccins sont le fruit d'une coopération scientifique et politique internationale sans précédent. Un multilatéralisme redynamisé est le seul moyen de nous délivrer de ce défi éminemment mondial. Nous devons veiller à ce que tous les pays soient en mesure de réagir efficacement, en particulier les pays en développement qui continuent de supporter le poids de la pauvreté, des inégalités et du sous-développement. L'Afrique du Sud soutient donc pleinement le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 – l'initiative mondiale visant à garantir un accès rapide et équitable aux vaccins contre la COVID-19 pour tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu – et demande instamment que cet engagement soit maintenu.

Après avoir célébré le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies l'année dernière et comme l'a fait remarquer la Déclaration adoptée à cette occasion exceptionnelle (résolution 75/1), le multilatéralisme est le seul moyen de faire face à la myriade de nouveaux défis que le monde a connus au cours des 75 années d'existence de l'Organisation. Ce multilatéralisme inclut un système fondé sur des règles, réformé et revitalisé, avec l'ONU au centre. Nous avons en effet constaté que les mesures unilatérales ne font qu'accroître les inégalités dans le monde et créent davantage d'obstacles à la réalisation du bien commun. Nous devons donc résister aux objectifs nationalistes étriés qui exacerbent les inégalités entre les plus nantis et les plus démunis, comme l'a récemment fait remarquer le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, le docteur Tedros Ghebreyesus.

Nous restons préoccupés par le fait que plus de 15 ans après leur adoption, les dispositions contenues dans le Document final du Sommet mondial de 2005

(résolution 60/1) concernant la réforme du Conseil de sécurité n'ont toujours pas été appliquées. Si nous voulons réaliser des véritables progrès en la matière, nous devons saisir l'occasion offerte par cette soixante-quinzième session, pendant laquelle nous avons pris conscience, plus que jamais, de la nécessité de nous doter d'institutions plus représentatives. Une réforme du Conseil de sécurité est indispensable pour permettre à cet organe de s'acquitter de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales sans être entravé par les intérêts personnels d'une poignée d'États Membres de l'ONU.

En effet, les négociations prolongées du Conseil sur sa résolution 2532 (2020) relative à la COVID-19 illustrent à quel point l'action du Conseil, sous sa forme actuelle, est entravée. Parallèlement, l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui renforce incontestablement les efforts en faveur de la non-prolifération de ces armes, est un autre témoignage du pouvoir du multilatéralisme. Ces armes représentent une menace existentielle permanente pour l'humanité.

Cela permettra également de renforcer les efforts entrepris dans le cadre du Traité de non-prolifération. Nous espérons vivement que la conférence d'examen prévue pour cette année sera couronnée de succès, et que ceux qui utilisent ces armes immorales et illégales en réduiront l'usage, en vue de leur élimination totale. Une menace qui conduirait à l'auto-annihilation ne présente aucun intérêt stratégique.

Alors que la communauté internationale continue de faire face à la COVID-19, il est essentiel de ne pas perdre de vue les autres crises mondiales, notamment la menace existentielle que représentent les changements climatiques et la perte de diversité biologique. Les pays africains sont particulièrement vulnérables face à ces crises et ont besoin de toute urgence d'un appui renforcé et adéquat pour mettre en œuvre des mesures permettant de relever ces défis sans exacerber davantage la crise de la dette. Le processus de relèvement après la COVID-19 doit prendre en compte les piliers sociaux, économiques et environnementaux du développement durable pour ne pas laisser passer cette occasion de construire un avenir plus équitable et durable.

Parmi ces défis multiples et simultanés, nous ne devons pas oublier la vulnérabilité particulière des femmes face aux discriminations et à la violence, qui n'a fait que s'accroître en ces temps difficiles. En effet, 25 ans après l'adoption de la Déclaration de

Beijing, non seulement la marginalisation se poursuit, mais les progrès accomplis risquent également d'être réduits à néant. Par conséquent, la communauté internationale doit faire preuve de solidarité en vue de mettre en œuvre des plans de relèvement adaptés aux besoins des femmes, qui restent l'épine dorsale de nos pays. L'Afrique du Sud accorde la priorité à la sécurité et à la protection sociales, à l'inclusion économique et financière, ainsi qu'à l'accès équitable des femmes, des enfants et des personnes handicapées aux vaccins.

Il est indubitable que l'Afrique a progressé dans la réalisation de son objectif de faire taire les armes à feu en 2020. Nous devons maintenant envisager de nouvelles avancées et accorder une attention particulière à la consolidation de la paix. En effet, la mise en œuvre des objectifs de développement durable est l'ultime mesure de prévention des conflits et un moyen de faire face à la fragilité des États, qui est plus grande que jamais.

L'Afrique du Sud se félicite de l'adoption récente par l'Assemblée générale du budget-programme de l'ONU pour 2021, bien que dans des circonstances difficiles, ce qui a permis de mettre à disposition des ressources suffisantes pour la mise en œuvre de tous les programmes et activités obligatoires de l'Organisation. Cependant, nous restons préoccupés par la situation financière de l'ONU et par l'impact de la crise actuelle de liquidités. Il relève de la responsabilité collective des États Membres de fournir à l'ONU un financement adéquat et de respecter nos engagements. Nous soutenons donc les efforts déployés par l'ONU pour faire en sorte que tous les États Membres s'acquittent de leurs obligations financières dans leur intégralité, en temps voulu et sans conditions préalables. Nous sommes également favorables au remboursement intégral et dans les délais des dépenses engagées par les pays qui fournissent des contingents et du personnel de police.

Il est essentiel de garantir la stabilité financière pour que l'Organisation puisse fonctionner efficacement en vue de l'avènement de l'avenir que nous voulons et de l'ONU qu'il nous faut. L'Afrique du Sud félicite donc les États Membres qui ont fait de réels efforts pour réduire le montant de leurs contributions non acquittées malgré les répercussions de la pandémie actuelle sur leurs économies.

Nous exprimons également notre solidarité envers les États Membres qui sont véritablement dans l'incapacité d'honorer leurs obligations financières pour des raisons indépendantes de leur volonté. À cet égard,

nous invitons les États Membres, en particulier ceux qui en ont les moyens, à régler leurs arriérés afin de garantir la stabilité financière de l'ONU. Nous devons relever les défis en matière de liquidités sans imposer une charge financière supplémentaire aux pays en développement, dont la capacité de paiement est relativement réduite.

L'Afrique du Sud voudrait souligner la nécessité de préserver et de renforcer le rôle du Comité du programme et de la coordination en tant que principal organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social chargé de la planification, de la programmation et de la coordination. L'Afrique du Sud salue également l'engagement du Secrétaire général à poursuivre des consultations ouvertes et transparentes sur ses initiatives de réforme. Ces réformes sont essentielles pour appuyer les efforts du Secrétaire général visant à créer une Organisation des Nations Unies du XXI<sup>e</sup> siècle mieux équipée pour relever les défis contemporains complexes auxquels l'humanité est confrontée. Nous attendons donc avec intérêt une mise à jour du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces importantes réformes.

En conclusion, l'Afrique du Sud se réjouit de contribuer sans réserve à la réponse collective de l'humanité face aux multiples défis auxquels nous sommes confrontés, sur la base d'un engagement ferme en faveur du multilatéralisme et de la promotion des droits de l'homme, de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes, de l'état de droit, du développement durable, de la paix et de la sécurité en 2021 et au-delà.

**M. Osuga** (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Président Bozkir d'avoir convoqué cette importante séance. Nous remercions également le Secrétaire général de nous avoir fait part de ses priorités. La séance est une occasion précieuse pour les États Membres et l'ONU de partager leurs priorités et de consolider la base de notre travail pour 2021.

Mes observations vont principalement porter sur cinq domaines dans lesquels le Japon estime que l'ONU a un rôle particulièrement important à jouer et entend travailler en étroite collaboration avec l'Organisation tout au long de cette année.

Avant toute chose, nous devons reconstruire en mieux au lendemain de la pandémie de coronavirus (COVID-19). Tant de réunions, de programmes et de projets dont il a été fait état lors des séances tenues sur cette même question il y a un an (voir A/74/PV.54 à A/74/PV.56) ont dû être annulés ou

reportés. Nous commençons à voir la lumière au bout du tunnel, mais nous ne pourrions nous en sortir qu'en faisant preuve de solidarité afin de ne laisser la santé de personne de côté. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général (A/75/1) au paragraphe 26, « On ne pourra prétendre que la sécurité est assurée tant qu'elle ne le sera pas pour ne serait-ce qu'une personne », et au paragraphe 21, « Les nouveaux systèmes de protection sociale doivent offrir une couverture médicale universelle ».

Le Japon a contribué au Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, notamment le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, dans le but de garantir un accès juste et équitable aux services de santé pour toutes et tous. Pour mieux nous préparer et réagir aux crises futures, il est également essentiel de revoir et de réformer l'Organisation mondiale de la Santé et de renforcer les systèmes de santé, notamment dans les pays en développement. À cette fin, le Japon a soutenu les efforts régionaux, notamment la création du Centre de l'ASEAN pour les urgences de santé publique et les maladies émergentes. Le Japon a également soutenu les efforts des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies.

Deuxièmement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est déjà sur le point d'échouer en raison de la pandémie et de ses graves conséquences socio-économiques. Les États Membres et l'Organisation devront travailler efficacement pour atteindre ces objectifs. Pour une mise en œuvre efficace, nous devons coordonner nos actions et éviter de travailler en vase clos. Pour ce faire, nous devons placer les plus vulnérables au centre de notre action et fournir une assistance à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Une telle approche axée sur la sécurité humaine devrait guider les travaux de l'Organisation en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Dans ce contexte, nous constatons avec satisfaction que le rapport du Secrétaire général mentionne spécifiquement le développement de l'Afrique. Le Japon se réjouit à la perspective de travailler en étroite collaboration avec le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine, qui sont des coorganisateur de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), dans la perspective de la TICAD 8, qui se tiendra en Tunisie en 2022.



Troisièmement, le monde ne peut pas se permettre d'autres retards dans la lutte contre les changements climatiques. Le Japon a annoncé son intention de créer une société neutre en carbone d'ici à 2050 et a formulé la stratégie de croissance verte vers la neutralité carbone en 2050 afin de créer un cycle vertueux de l'économie et de l'environnement. Nous comptons jouer un rôle de premier plan et apporter notre contribution en ce qui concerne la transition mondiale vers un monde décarbonisé, dans la perspective de la vingt-sixième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et au-delà.

L'adaptation aux changements climatiques est une question urgente de sécurité humaine. Sur la base de la résolution 75/216, sur la réduction des risques de catastrophe, adoptée en décembre dernier, le Japon travaillera en étroite collaboration avec les Nations Unies pour accélérer la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 en vue de son examen à mi-parcours en 2023. Le Japon répondra aux besoins particuliers des petits États insulaires en développement pour relever les défis imminents posés par les changements climatiques.

Quatrièmement, le risque multiforme posé par la COVID-19 ne doit pas mettre en péril la paix et la sécurité au niveau international ou national. Sur la base de la politique de longue date du Japon, qui consiste à contribuer activement à la paix, nous travaillerons en étroite collaboration avec les Nations Unies, un acteur clef dans les opérations de maintien et de consolidation de la paix. Le Japon continuera à jouer un rôle actif au sein de la Commission de consolidation de la paix et à promouvoir le renforcement des institutions et des capacités, qui sont essentielles à la pérennisation de la paix.

Dans le même ordre d'idées, le Japon souligne qu'il est essentiel que la dixième Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires aboutisse à des résultats significatifs. Tous les États parties doivent renouveler leur engagement à faire respecter et à renforcer le Traité et mettre tout en œuvre pour atteindre l'objectif commun de l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. En vue de renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'état de droit et de la justice, le Japon accueillera le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à Kyoto en mars.

Enfin et surtout, tous ces efforts conjoints pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés

n'auront aucun impact si l'Organisation ne se modernise pas et continue d'être inefficace. Nous encourageons vivement les États Membres et les cofacilitateurs des négociations intergouvernementales à donner un nouveau souffle aux discussions sur la réforme du Conseil de sécurité, comme s'y sont engagés nos dirigeants dans leur Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Pour conclure, le Japon se réjouit de travailler main dans la main avec les Nations Unies, les États Membres et les autres parties prenantes tout au long de l'année 2021 et au-delà, afin de relever les défis actuels et futurs et de faire progresser notre programme commun.

**Mme Rodríguez Abascal** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Nous saisissons cette occasion pour remercier M. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale, pour son engagement et les efforts qu'il a déployés pour que les travaux de l'Assemblée générale se poursuivent dans des circonstances aussi difficiles.

Nous remercions le Secrétaire général pour la présentation de son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/75/1). Ce rapport met en évidence la pertinence des Nations Unies, la validité des buts et principes énoncés dans leur Charte, ainsi que la nécessité de renforcer le multilatéralisme, la coopération internationale et la solidarité. Il est de notre devoir partagé de préserver l'Organisation et partant, la paix et le développement pour les générations actuelles et futures. C'est un devoir que nous avons envers nos peuples.

Comme il ressort du rapport, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, sa mise en œuvre et son suivi, demeurent notre feuille de route pour la promotion d'une croissance économique et sociale équitable et durable des États, que nous avons entérinée en 2019 en nous engageant dans une décennie d'action en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a exacerbé les inégalités et aggravé considérablement les défis auxquels nous sommes tous confrontés, en particulier les pays en développement, a mis en évidence la nécessité d'accélérer notre action si nous voulons atteindre pleinement et en temps voulu les objectifs du Programme 2030. Cela ne sera pas possible sans renforcer la coopération et la solidarité internationales.

La pandémie a également exposé avec brutalité les conséquences de l'ordre international injuste dans lequel nous vivons. Les pays et les groupes les plus vulnérables ont été les plus touchés, non seulement en raison des effets sanitaires, mais également par ses conséquences socio-économiques. Dans ce contexte, l'accès limité et inégal des pays en développement à des sources de financement plus importantes, de même que l'absence de solutions durables et viables au problème de la dette extérieure, ne sont que quelques exemples. À cet égard, nous réaffirmons l'importance d'honorer les engagements pris en matière de financement et d'aide publique au développement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités, qui complètent les efforts déployés par les pays en développement.

Dans cette même salle, lors du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session et pendant la trente et unième session extraordinaire, la grande majorité des États Membres ont demandé que le vaccin contre la COVID-19 soit déclaré un bien public mondial. La phrase « On ne pourra prétendre que la sécurité est assurée tant qu'elle ne le sera pas pour ne serait-ce qu'une personne » a été répétée à maintes reprises.

Cependant, quelques mois seulement après ces événements, nous assistons à une course effrénée et irresponsable des pays développés, qui essaient de se procurer des vaccins et des moyens de protection contre la COVID-19 pour eux seuls. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), plus de 39 millions de doses vaccins ont été administrées dans au moins 49 pays à revenu élevé, alors que seulement 25 doses ont été administrées dans un pays à faible revenu. Comme l'a souligné le Directeur général de l'OMS, le prix de cet échec moral sera payé en vies et en moyens de subsistance dans les pays les plus pauvres. Cette réalité injuste montre que nous sommes loin d'avoir un ordre international qui privilégie la solidarité et le multilatéralisme.

Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général sur l'importance des droits de l'homme et sur la nécessité de promouvoir et de protéger tous les droits pour tous. Cela signifie que les droits au développement, à la paix, à la solidarité internationale et à un environnement sain doivent être promus avec la même vigueur que les autres droits.

Aucun pays ne peut prétendre à la perfection en matière de droits de l'homme, et chacun a ses propres défis à relever. Cette question doit donc être traitée sur une base objective, universelle, non discriminatoire et

non politisée. La manipulation des droits de l'homme, les pratiques sélectives, les approches punitives et la politique de deux poids, deux mesures au sein des organes des Nations Unies qui traitent de cette question ne font qu'encourager la confrontation et délégitimer ces organes qui, souvent, ne mettent en lumière que les défis des pays en développement tout en passant sous silence les violations commises dans les pays riches.

Nous apprécions l'important travail accompli par l'ONU, sous la direction du Secrétaire général, dans le domaine humanitaire, dont les défis ont également été aggravés par l'impact de la pandémie. Il est crucial que les mesures prises pour faire face aux conséquences humanitaires de la COVID-19 respectent pleinement les dispositions de la résolution 46/182. Il est tout aussi important d'éviter que la riposte à la pandémie ne relègue au second plan les autres défis mondiaux auxquels nous étions déjà confrontés avant la COVID-19, dont beaucoup ont également des implications humanitaires.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales ne sera possible que grâce au plein respect des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et du droit international. La mise en place et le déploiement des opérations de paix doivent se faire dans le strict respect de ces principes, notamment le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États ainsi que la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Il est également plus important que jamais de respecter les principes fondamentaux des opérations de maintien de la paix, tels que le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, entré en vigueur le 22 janvier, réaffirme que l'élimination totale des armes nucléaires est et doit rester la plus haute priorité en matière de désarmement, en particulier dans un contexte où les arsenaux nucléaires sont modernisés et étendus, sous le prétexte de concepts militaires ou de doctrines de défense et de sécurité, et où on fait aucun cas d'autres accords internationaux sur le désarmement et la maîtrise des armements.

Dans le cadre de la mise en œuvre des réformes, y compris le budget-programme annuel dans sa période d'essai, qui sera évalué en 2022, nous partageons la préoccupation du Secrétaire général concernant la crise de liquidités à laquelle l'Organisation continue de faire face. Il est inacceptable que cette situation compromette la capacité de l'ONU à mettre en œuvre ses mandats et à exécuter le programme de travail qui a été adopté. Nous

réaffirmons qu'aucune mesure d'austérité officielle ou proposition de souplesse dans l'utilisation du budget ne peut combler les lacunes causées par l'absence de ressources. En dépit de la situation difficile causée par la pandémie et qui touche tout le monde, nous sommes appelés à honorer nos engagements financiers envers l'Organisation dans leur intégralité, sans condition et en temps voulu.

Le respect sans restriction du système politique, économique et social choisi par les peuples dans l'exercice de leur souveraineté et de leur droit à l'autodétermination, ainsi que la non-ingérence dans les affaires intérieures, figurent parmi les principes fondamentaux de l'Organisation. L'application de mesures coercitives unilatérales non seulement porte atteinte à la paix et à la stabilité, mais aussi au bien-être des peuples concernés. Cela a été encore plus évident dans le contexte de la pandémie, étant donné que l'impact de ces mesures a exacerbé les difficultés auxquelles se heurtent les pays concernés s'agissant de leur capacité à lutter contre la pandémie et à avancer sur la voie du relèvement. Comme l'a dit le Secrétaire général au début de la pandémie, « l'heure est à la solidarité, pas à l'exclusion ».

Nous regrettons que l'appel du Secrétaire général à la levée des sanctions imposées aux pays, pour garantir leur accès aux denrées alimentaires, aux fournitures essentielles, aux tests de dépistage de la COVID-19 et à un appui médical, ne soit pas reflété dans le document dont nous sommes saisis aujourd'hui. Nous sommes préoccupés par cette sélectivité s'agissant des références aux différents appels du Secrétaire général. Dans ce contexte, nous voudrions dénoncer, une fois encore, le blocus économique, commercial et financier illégal et génocidaire imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique, qui a été cruellement intensifié par la précédente administration américaine.

Au cours de l'Administration de l'ancien Président Trump, des mesures et des actions sans précédent ont été prises, qui se distinguent par leur caractère systématique. Toutes les sphères de notre société et la vie quotidienne de tous nos citoyens ont été gravement touchées par cette politique, qui s'est accentuée en pleine pandémie. L'entrave aux principales sources de revenus de notre pays, la paralysie de l'approvisionnement en combustibles et l'affaiblissement de nos relations commerciales dans le but de favoriser l'asphyxie économique pour provoquer une situation d'ingouvernabilité et renverser notre gouvernement a eu de lourdes conséquences. Elle s'est soldée par l'inscription arbitraire et

injustifiée de Cuba sur la liste fallacieuse des États qui parrainent le terrorisme, liste établie de manière unilatérale et sans aucune légitimité morale ou internationale par le Département d'État des États-Unis et que nous condamnons avec la plus grande fermeté.

Malgré ce blocus criminel, Cuba continue d'aller de l'avant et est déterminée à continuer de progresser dans ses plans de développement et dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les résultats obtenus dans la mise au point de quatre vaccins candidats pour lutter contre la COVID-19 témoignent de cette détermination.

Je conclurai en réitérant notre appui aux efforts du Secrétaire général, notamment dans la défense du multilatéralisme et du droit international, de la diplomatie pour la paix, du développement et du respect entre les nations.

**M. Espinosa Cañizares** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais remercier l'Assemblée générale d'avoir organisé la présente séance. Je tiens également, au nom de ma délégation, à remercier le Secrétaire général pour sa présentation du rapport sur l'activité de l'Organisation (A/75/1).

L'Équateur salue le leadership dont le Secrétaire général António Guterres a fait preuve à la tête de l'Organisation et le travail de l'ensemble du Secrétariat et du système des Nations Unies visant à assurer la continuité des activités au Siège de l'ONU et sur le terrain, dans le contexte de la crise des liquidités financières à laquelle l'Organisation est confrontée, exacerbée par la crise mondiale liée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Mon pays salue en outre le leadership dont a fait preuve le Secrétaire général dans la mobilisation des efforts de l'ONU pour coordonner la riposte sanitaire mondiale, augmenter l'aide humanitaire, mettre en place des outils visant à faire face aux conséquences socio-économiques de la pandémie et élaborer un vaste programme politique pour aider les communautés et les régions les plus vulnérables. Les appels du Secrétaire général aux dirigeants du monde relatifs au financement et à l'allègement de la dette ont contribué à la lutte mondiale contre la COVID-19 et à faire face à ses conséquences socio-économiques. Il reste encore beaucoup à faire à cet égard, et il est évident qu'il incombe aux États Membres de continuer à traiter et à promouvoir ces aspects en tant que priorité de l'Organisation.

Nous sommes convaincus que le Plan de réponse humanitaire global COVID-19 continuera d'être mis en œuvre, ce qui exige la solidarité et la coopération internationales. Il est essentiel que les pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait intensifient leurs efforts pour honorer leurs engagements respectifs en matière d'aide publique au développement, en particulier envers les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

Les efforts en faveur du relèvement offrent à la communauté internationale une occasion de s'attaquer aux inégalités et à l'exclusion, et de mieux comprendre les défis spécifiques des pays à revenu intermédiaire, l'utilisation d'indicateurs multidimensionnels, le renforcement des moyens de mise en œuvre et l'établissement de partenariats solides. À cet égard, nous saluons la création et le lancement d'un fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement en faveur des pays à faible et à moyen revenu.

En cette année 2021, les engagements doivent être décisifs, et s'accompagner de mesures concrètes pour éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, mettre un terme à la faim, créer des villes et des systèmes alimentaires durables, renforcer la résilience, lutter contre les changements climatiques, protéger la biodiversité, mettre fin à la désertification et à la sécheresse, et promouvoir une consommation et une production durables. Nous devons poursuivre les efforts en faveur de la conservation et de l'utilisation durable des océans pour garantir une responsabilité intergénérationnelle. L'Assemblée générale doit continuer à fournir à l'Organisation les instruments et les directives nécessaires pour renforcer encore les efforts de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment les efforts en faveur de l'égalité des sexes et de la non-discrimination, au profit des migrants, des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes handicapées, des peuples autochtones et des peuples du monde entier.

L'Équateur constate également avec satisfaction que le rapport du Secrétaire général mentionne, parmi les priorités de l'Organisation, les efforts en faveur d'une paix durable dans le monde et l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial, qui a été approuvé par l'Équateur ainsi que par 171 autres États, puis par le Conseil de sécurité lui-même (résolution 2532 (2020) du Conseil de sécurité). Le cessez-le-feu mondial est une première étape essentielle pour instaurer une paix durable. Nous devons redoubler d'efforts

pour le mettre en œuvre en 2021. Le rapport souligne également les efforts du Secrétaire général visant à développer le Fonds pour la consolidation de la paix, qui sera indispensable au bon fonctionnement du dispositif de consolidation de la paix, dont le processus d'examen s'est achevé en décembre 2020.

En conclusion, l'Équateur réitère son appui au travail et aux priorités du Secrétaire général pour 2021, en particulier en vue de transformer l'ONU en une organisation agile, efficace et moderne, fondée sur un cadre d'intégrité et de responsabilité et grâce à la mise en œuvre continue de réformes. Pour atteindre ces objectifs, il est essentiel que les principaux contributeurs qui en ont les moyens agissent en conséquence afin d'atténuer la crise de liquidité et d'aider l'Organisation à s'acquitter de ses mandats. Nous sommes convaincus que le leadership dont fait preuve le Secrétaire général et les synergies au sein du système contribueront à la réalisation de notre objectif commun – le renforcement du multilatéralisme –, ce qui nous permettra de trouver des solutions mondiales à la situation difficile à laquelle l'humanité est confrontée aujourd'hui.

**M. Eldandarawy (Égypte) (*parle en arabe*) :** D'emblée, je tiens à exprimer ma gratitude pour le rôle de premier plan que joue le Secrétaire général et pour ses efforts visant à soutenir, organiser et réformer les travaux de l'ONU depuis le début de son mandat en 2017, notamment pour relever les défis liés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et remédier à ses profondes répercussions multidimensionnelles, qui ont mis en évidence la nécessité d'adapter les méthodes de travail de l'Organisation et sa vision politique pour faire face à la pandémie et ses nombreuses répercussions.

Nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation des Nations Unies (A/75/1), présenté au titre du point 115 de l'ordre du jour. Ma délégation salue le rôle qu'ont joué tous ceux qui contribuent sincèrement et avec dévouement à la lutte contre la pandémie et à l'atténuation de ses effets, qui touchent tout le monde. Nous nous devons de féliciter tous ceux qui travaillent sur le terrain et en première ligne, en particulier le personnel de santé.

Nous soulignons également l'importance d'apporter des réponses efficaces et rapides aux multiples défis posés par la pandémie, au moyen d'une approche intégrée, et par l'entremise du système multilatéral international dirigé par les Nations Unies et ses agences et organes subsidiaires, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé, en vue d'élaborer des plans et



des stratégies intégrés et globaux pour éviter que ces répercussions ne persistent à long terme. En effet, cela entraînerait de graves conséquences pour divers pays du monde entier, en particulier les pays en développement, qui souffrent le plus et qui sont le moins capables de s'adapter, de résister et de se relever.

L'Égypte estime qu'il importe de renforcer la coopération internationale et de mobiliser des financements suffisants pour la recherche scientifique pour accélérer les efforts visant à mettre au point et à distribuer les vaccins contre la COVID-19, tout en facilitant l'accès de tous les pays aux vaccins sans distinction ni condition, notamment les pays en développement, en tenant compte des besoins et capacités des différents pays.

L'Égypte salue les efforts qui continuent d'être déployés pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous sommes d'accord avec le principe de reconstruire en mieux, à la lumière des répercussions de la pandémie de COVID-19, de façon à renforcer les efforts internationaux visant à préserver les acquis obtenus par les pays en développement au cours des années précédentes sur la voie du développement durable et de l'élimination de la pauvreté.

Je voudrais souligner que l'Égypte présentera son troisième rapport d'examen national volontaire à l'occasion du Forum politique de haut niveau qui se tiendra en juillet 2021, étant donné notre engagement et notre conviction en ce qui concerne l'importance de la mise en œuvre du Programme 2030. L'Égypte appuie également l'évaluation contenue dans le rapport du Secrétaire général concernant les dangers des changements climatiques et leurs conséquences sur toutes les activités socio-économiques et tous les aspects de la vie. À cet égard, nous soulignons la nécessité de poursuivre les efforts multilatéraux afin de limiter les répercussions négatives en travaillant sur trois fronts – réduction des risques, adaptation et résilience – et en fournissant les financements nécessaires, notamment aux pays africains en développement, qui sont les plus touchés par les effets négatifs des changements climatiques.

L'Égypte souligne également l'importance d'aborder les questions climatiques et environnementales dans le cadre d'une approche globale et intégrée, qui rassemble tous les efforts internationaux visant à préserver l'environnement, y compris la biodiversité. Dans ce contexte, je voudrais évoquer l'initiative de l'Égypte pour la mise en œuvre coordonnée et intégrée des trois accords de Rio sur les changements climatiques,

la biodiversité et la désertification, qui a été annoncée lors de la quatorzième réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, qui s'est tenue à Sharm el-Sheikh en 2018.

En ce qui concerne le rôle de l'Organisation dans le domaine de la paix et de la sécurité, nous saluons les efforts déployés par l'ONU pour instaurer, maintenir et consolider la paix. L'Égypte est toujours prête à apporter tout son appui aux missions de maintien de la paix, que ce soit par l'élaboration de concepts, de politiques et de stratégies de maintien de la paix ou par la fourniture des effectifs militaires et de police. L'Égypte se classe au septième rang des pays qui fournissent des contingents aux missions de maintien de la paix. Nous avons également payé le prix ultime pour maintenir la paix et la sécurité sur le continent africain, grâce au sacrifice de nos martyrs.

En outre, l'Égypte appuie le dispositif de consolidation de la paix depuis sa création. Nous continuons à jouer un rôle efficace dans son perfectionnement, pour qu'il soit adapté aux défis nouveaux et existants, dans le cadre des examens gouvernementaux quinquennaux, dont le dernier a eu lieu en 2020. Lors de cet examen, l'Égypte a coordonné la position africaine et a clairement mis en évidence les préoccupations du continent, qui représente près de 80 % des questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix. Nous nous réjouissons également de continuer à jouer ce rôle efficace au cours de notre prochaine présidence de la Commission.

L'Égypte attache de l'importance aux efforts visant à promouvoir le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine. Dans ce contexte, je voudrais évoquer le Forum d'Assouan pour la paix et le développement durables, qui a été lancé par l'Égypte pendant sa présidence de l'Union africaine. Cet important forum se tient désormais chaque année et réunit des acteurs de l'ONU et de l'Union africaine pour discuter des questions de paix et de sécurité en Afrique et des moyens de renforcer leur partenariat.

L'Égypte souligne qu'il est important d'aider les États africains à faire face aux multiples défis croissants auxquels le monde est confronté. À cet égard, nous saluons les efforts inlassables du Secrétaire général, notamment le quatrième cycle de réunions de coordination conjointes entre l'ONU et l'Union africaine, qui a eu lieu en septembre 2019. L'Égypte se félicite de l'action internationale en matière de droits de l'homme dans le cadre du système des Nations Unies. C'est un travail

qui est devenu de plus en plus important pendant la crise mondiale sans précédent provoquée par la pandémie de COVID-19. Nous soulignons que cette action internationale doit être fondée, aujourd'hui plus que jamais, sur les nobles principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier les principes de souveraineté, de coopération, de respect mutuel et de bonne foi, en tenant compte des contextes historiques et socio-économiques de différents régions et pays du monde.

Notre génération est confrontée à un défi historique du fait d'une pandémie brutale qui a mis à nu les nombreuses fragilités et vulnérabilités des systèmes internationaux à travers le monde. Cette situation est exacerbée par ses conséquences pour les pays en développement, à un moment où chacun cherche une lueur d'espoir et où les droits humains fondamentaux, à savoir le droit à la vie, à la santé et à la sécurité, sont mis à rude épreuve. Les crises actuelles nous poussent à réaffirmer l'indivisibilité des droits de l'homme, à accorder aux droits socio-économiques l'importance qu'ils méritent, au même titre que les droits civils et politiques, et à renforcer l'action humanitaire internationale et les efforts visant à permettre aux millions de personnes touchées par la détérioration de la situation humanitaire dans le monde de relever les défis humanitaires sans précédent, qui ont été considérablement exacerbés au cours de l'année écoulée.

Dans ce contexte, il est important que les rapports de l'ONU incluent des concepts consensuels et évitent les concepts qui ne font pas l'objet d'un consensus et qui vont au-delà des mandats stipulés dans les résolutions que nous avons adoptées ensemble. L'objectif est d'unir nos efforts dans les circonstances difficiles créées par la pandémie, qui a eu des conséquences négatives sur tout le monde, afin de préserver et de soutenir la coopération internationale fructueuse que l'Égypte tient à promouvoir et à renforcer.

En ce qui concerne la lutte contre la criminalité organisée, l'Égypte remercie le Secrétaire général d'avoir passé en revue les efforts de l'Organisation dans ce domaine aux niveaux régional et international. L'Égypte appelle au renforcement de la coopération internationale pour relever les défis contemporains, tels que l'évolution des tendances de la criminalité organisée à la lumière des changements et de nouveaux événements, ainsi qu'à l'adoption d'une perspective globale pour traiter les liens à caractère racial entre les réseaux terroristes et la criminalité organisée.

L'Égypte prend note avec grand intérêt du contenu du rapport du Secrétaire général sur les efforts déployés par l'Organisation pour faire face à la menace terroriste au cours de la période considérée. Nous remercions le Bureau de lutte contre le terrorisme pour les efforts qu'il a déployés tout au long de cette période, notamment en organisant la première semaine virtuelle de lutte contre le terrorisme en juin 2020, qui a abordé de nombreuses nouvelles questions, au premier rang desquelles figurent les effets de la pandémie sur les efforts internationaux de lutte contre le terrorisme.

À cet égard, l'Égypte se réjouit à la perspective de contribuer activement au succès du septième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies cette année, et de participer à la deuxième semaine de lutte contre le terrorisme, afin de faire face à une menace commune qui pèse sur la stabilité de nos pays et qui risque de compromettre les aspirations de nos peuples au développement durable et à un avenir meilleur.

**M. Velásquez (Pérou)** (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'organisation de ce débat, qui nous rappelle l'urgence d'une action concertée et de la solidarité pour relever les grands défis auxquels l'humanité est actuellement confrontée. Le Pérou salue les efforts inlassables déployés par l'ensemble du personnel et des entités du système des Nations Unies pour apporter des solutions globales à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notamment une riposte sanitaire inclusive et à grande échelle, la protection des moyens de subsistance, la fourniture continue des services essentiels et l'édification de sociétés plus équitables et plus résilientes.

Cependant, pour être efficaces, ces efforts nécessitent le plein appui de la communauté internationale, sur la base de la conviction inébranlable que les vaccins et les traitements contre la COVID-19 sont des biens publics mondiaux. C'est un impératif moral urgent que tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, soient en mesure de vacciner leurs professionnels de santé et leurs travailleurs de première ligne. Cette approche doit être complétée par un renforcement important de l'Organisation mondiale de la Santé et du Mécanisme pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, qui permettra une distribution équitable et un approvisionnement massif du vaccin. Nous soulignons que cette distribution équitable présente également un intérêt pour les pays développés, dans la mesure où un accès inégal aux vaccins dans un contexte d'interdépendance accrue se traduirait par une crainte permanente d'être

touché par des variantes de la maladie, ce qui compromettrait leur reprise économique.

La pandémie a fait reculer de plusieurs années les progrès accomplis et a creusé les inégalités, ce qui a créé un terrain propice pour une nouvelle montée en puissance du populisme et du protectionnisme. Il est impératif d'intensifier les efforts visant à édifier des sociétés plus justes, inclusives et durables. Ces efforts doivent être étayés, sur le plan interne, par un consensus social minimal concernant la paix, la démocratie, la justice, l'état de droit et un modèle de croissance économique choisi par les pays concernés. Il s'agit notamment de fournir une éducation de qualité à tous les niveaux et une couverture sanitaire universelle et de garantir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, autant d'éléments auxquels le Pérou accorde la plus haute importance.

Au niveau multilatéral, la réduction des inégalités passe par la réaffirmation de notre engagement en faveur du Programme 2030 comme feuille de route pour guider nos décisions, ainsi que par le renforcement de la coopération scientifique et technologique en faveur des pays moins développés afin de les doter de ressources humaines de haut niveau et de capacités robustes en matière de recherche et d'innovation.

Nous soulignons également l'importance d'intensifier l'action contre les changements climatiques en s'appuyant sur la coalition mondiale pour la neutralité carbone, que les Nations Unies ont à juste titre encouragée. Le Pérou s'est joint aux efforts internationaux visant à accroître l'ambition mondiale. À cette fin nous avons adopté une loi-cadre sur les changements climatiques et nous avons établi des feuilles de route pour 91 mesures d'adaptation et 62 mesures d'atténuation, ce qui devrait nous permettre d'améliorer sensiblement nos contributions déterminées au niveau national. Nous nous engageons également à mettre en œuvre des changements porteurs de transformation pour contribuer à la préservation et à l'utilisation durable de la région amazonienne, notamment sa capacité de résilience face aux changements climatiques et la protection de sa vaste biodiversité. Par conséquent, nous soulignons qu'en tant que principal instrument de financement des politiques climatiques dans les pays en développement, le Fonds vert pour le climat doit disposer de fonds suffisants et de mécanismes de décision adéquats.

Il est clair que les défis mondiaux causés par la pandémie de COVID-19 s'étendent également à la sécurité internationale. L'impact de la maladie a entraîné de

nouveaux conflits ou l'escalade de conflits existants, tandis que les groupes terroristes et les organisations criminelles cherchent à exploiter de nouvelles vulnérabilités. Selon nous, il est essentiel de mettre à nouveau l'accent sur l'appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial lancé par le Secrétaire général António Guterres, que le Pérou a soutenu dès le début. Une attention particulière doit également être accordée à la réglementation de l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans le contexte de la sécurité internationale.

De même, le Pérou estime qu'il est temps de faire des progrès tangibles vers une réforme complète du Conseil de sécurité afin qu'il soit en mesure de faire face de manière efficace et effective aux défis et menaces croissants du XXI<sup>e</sup> siècle.

Pour terminer, je voudrais exprimer notre plein appui au Secrétaire général et à son action diplomatique louable et réaffirmer la volonté du Pérou de contribuer à la réalisation des objectifs qu'il a définis.

**M. Al Habib** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Le rapport du Secrétaire général (A/75/1) met en évidence, de manière juste et succincte, divers aspects des défis auxquels nous sommes confrontés. Alors que nous examinons le rapport annuel de cette année sur l'activité de l'Organisation, nous constatons qu'il évoque et souligne la lenteur des progrès accomplis dans de nombreux domaines. Je voudrais mettre en exergue quelques points du rapport qui revêtent une importance particulière pour la République islamique d'Iran.

En raison de l'épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'année 2020 a été une année difficile pour l'ensemble de l'humanité et peut-être la période la plus dangereuse que le monde ait connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, tout en accentuant les fragilités et les dysfonctionnements de la gouvernance mondiale actuelle, elle nous a aussi offert une occasion politique de revoir nos ambitions à la hausse et de prendre des mesures urgentes pour nous engager de nouveau sur la voie du multilatéralisme et combler le fossé entre les attentes élevées et les pratiques actuelles dans le monde. Tout en abordant le problème le plus urgent auquel le monde est confronté, nous prenons note de l'importance et de l'efficacité de l'excellente riposte de l'ONU face à la COVID-19 sur la base des trois piliers et des mesures prises par les différents organes des Nations Unies pour aider les États Membres à lutter contre ces phénomènes.

À cet égard, nous partageons l'avis du Secrétaire général quant à la nécessité de nouveaux mécanismes de gouvernance mondiale, d'un rééquilibrage de systèmes financiers et commerciaux, d'un approvisionnement véritablement efficace en biens publics mondiaux essentiels et de mécanismes de décision guidés par les impératifs de durabilité. Nous voudrions également souligner les conséquences destructrices des mesures coercitives unilatérales, qui continuent de saper les efforts des États Membres qui y sont actuellement confrontés, alors même qu'ils tentent de résoudre les problèmes liés à la COVID-19, notamment en ce qui concerne l'achat rapide et efficace de fournitures et d'équipements médicaux.

Ces achats sont d'autant plus difficiles que les conséquences extraterritoriales sont associée au phénomène d'application à outrance et à la crainte de sanctions secondaires. En outre, les sanctions ont également des conséquences directes, notamment sur le droit à la vie, à la santé et à l'alimentation des personnes qui en sont la cible. En définitive, ces mesures portent également atteinte à la coopération et la solidarité, qui sont essentielles dans les relations entre les nations.

La République islamique d'Iran partage l'évaluation faite dans le rapport du Secrétaire général selon laquelle la menace posée par les nouveaux groupes extrémistes violents qui adoptent des tactiques terroristes suscite des préoccupations de plus en plus vives. Dans le même temps, la présence et les activités croissantes de groupes terroristes internationalement reconnus, y compris Daech, continuent de représenter une menace grave pour la paix et la sécurité, non seulement au Moyen-Orient mais aussi dans le monde entier, ce qui crée des défis importants pour de nombreux États Membres. Il n'en reste pas moins que ces sujets méritent plus d'attention au niveau mondial, et les Nations Unies, ainsi que le Secrétaire général, ont un rôle et une responsabilité importants pour attirer l'attention sur cette question. À cet égard, nous tenons à souligner le lien plus général qui existe entre la paix, la sécurité et le développement des pays.

Je voudrais évoquer la section G du chapitre III, qui porte sur les activités liées au désarmement. Comme le souligne le rapport, la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive s'est tenue en 2019. Nous voudrions souligner l'importance de deux processus existants afin de réaliser le noble objectif de créer une telle zone au

Moyen-Orient. La première est la Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a débuté en 1995 avec l'engagement spécifique des trois États dotés d'armes nucléaires de réaliser cet objectif en amenant le régime israélien à la table des négociations. Le second processus, qui a débuté en 2017 sur la base de la décision 73/546, passe par une conférence sur la création en vue d'élaborer un traité juridiquement contraignant portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, sur la base d'arrangements librement conclus par les États de la région.

Nous sommes fermement convaincus que 75 ans après la création de l'Organisation des Nations Unies, nos objectifs et principes communs, tels qu'ils sont consacrés par la Charte des Nations Unies, demeurent un élément fondamental et sont plus importants que jamais. Le strict respect et la mise en œuvre, en toute bonne foi, des obligations et des principes du droit international sont de la plus haute importance pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que pour la promotion d'une croissance économique et d'un développement soutenus. En outre, il ne faut pas porter atteinte à ces principes au nom d'intérêts nationaux étroits et égoïstes ou des motivations politiques de certains pays, qui encouragent indirectement une forme d'unilatéralisme fondé sur l'intimidation.

Enfin, nous constatons avec une vive satisfaction que le rapport donne la priorité au rôle que doivent jouer les jeunes et les femmes. Mon gouvernement voudrait également souligner le rôle des nouvelles technologies et des progrès scientifiques, y compris s'agissant de renforcer la coopération numérique en vue de relever les défis auxquels la communauté internationale est confrontée sur la voie du développement durable, notamment en offrant aux jeunes de meilleures perspectives d'emploi.

#### **Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) :

Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question pour la séance de cet après-midi. Nous entendrons les orateurs restants demain matin à 10 heures, dans cette salle.

Une délégation a demandé à exercer son droit de réponse. Je rappelle aux orateurs que les déclarations faites au titre du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.



**M<sup>me</sup> Maitra** (Inde) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au titre du droit de réponse de l'Inde pour dénoncer l'utilisation abusive flagrante de cette enceinte par le représentant du Pakistan, dont la délégation a pris l'habitude d'abuser du caractère sacré de chacun des organes de l'ONU pour diffuser des informations fallacieuses. Cela ne nous surprend guère de la part de cette délégation qui représente un pays qui encourage la violence sectaire contre les musulmans et les minorités, et qui nourrit un profond sentiment d'insécurité et une haine orchestrée à l'égard de l'Inde et de ses principes de laïcité. Le moment est venu de demander des comptes au Pakistan et de ne pas le laisser abuser indéfiniment des tribunes de l'ONU pour inciter à la violence et répandre la désinformation et la haine.

En tant qu'État responsable, l'Inde respecte strictement les obligations qui lui incombent en vertu des traités internationaux pertinents et n'a pas besoin de conseils d'un pays qui figure aujourd'hui parmi les plus grandes forces déstabilisatrices dans le monde. Les allégations sans fondement du Pakistan concernant des questions internes à l'Inde sont totalement hors sujet et ne méritent pas de réponse. Je me contenterai de dire que les résidents du Jammu-et-Cachemire jouissent désormais pleinement de leurs libertés et droits fondamentaux, au même titre que tous les citoyens indiens. On ne peut pas en dire autant des minorités assiégées au Pakistan.

Nous rejetons les références malveillantes concernant le territoire du Jammu-et-Cachemire, qui fait partie intégrante de l'Inde, d'une manière inaliénable. Ce que le Pakistan qualifie d'autodétermination est en fait son appui militaire, financier et logistique au terrorisme transfrontalier contre l'Inde. Le Pakistan, dont il est bien connu qu'il est une plaque tournante du terrorisme, a rejeté l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial en soutenant le terrorisme transfrontalier. Ce pays a violé les principes que défend l'ONU.

Alors que le Représentant permanent du Pakistan parle ici de paix et de sécurité, le Premier Ministre de ce pays qualifie Oussama ben Laden de « martyr ». Le rôle du Pakistan en tant que soutien de groupes terroristes, de l'extrémisme et d'idéologies radicales a été établi par de nombreuses organisations internationales, comme le Conseil de sécurité et le Groupe d'action financière, et confirmé par des déclarations et des écrits des dirigeants du Pakistan eux-mêmes. Au lieu de colporter les mêmes discours fallacieux qui ont été discrédités,

le Pakistan ferait bien de concentrer son énergie sur le démantèlement de l'infrastructure terroriste au Pakistan et dans la région du Cachemire occupée par le Pakistan. Une telle approche contribuerait grandement à la paix et à la stabilité dans la région et au-delà.

**M. Zulqarnain** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Ma délégation est obligée de prendre la parole pour répondre à la déclaration que vient de faire la représentante de l'Inde.

La tromperie et les mensonges sont des instruments que l'Inde n'hésite jamais à utiliser dans sa politique générale. Cette attitude découle sans doute de l'envie que l'Inde a toujours éprouvée à l'égard des nazis. Ce pays est aujourd'hui un cauchemar pour ses minorités. Ses dirigeants ont sacrifié toute prétention à la laïcité sur l'autel du fascisme.

Poussée par son souhait de faire de tout le pays un *ram rajya*, la clique du Bharatiya Janata Party-Rashtriya Swayamsevak Sangh ne se soucie guère que des millions de vies, de moyens de subsistance et de droits soient foulés aux pieds. En fait, les membres de cette clique mettent tout en œuvre pour qu'il en soit ainsi. C'est leur grand projet, leur « solution finale ». Des pogroms orchestrés contre les musulmans au Gujarat et à Delhi aux lois discriminatoires sur la citoyenneté, de la démolition de sanctuaires et de monuments musulmans à l'oblitération de siècles d'histoire du règne musulman, de l'interdiction des mariages interconfessionnels à faire porter aux musulmans la responsabilité de la propagation de la pandémie de coronavirus, le bilan de l'Inde en matière de droits de l'homme n'est qu'une longue suite de violations flagrantes et systématiques des droits des minorités.

L'Inde d'aujourd'hui est un État majoritaire typique qui se fait passer pour une démocratie. Des institutions publiques soumises, un pouvoir judiciaire complaisant et des médias complices veillent à ce que l'horrible vérité des crimes commis par l'Inde contre son propre peuple et contre ceux qu'elle occupe illégalement soit occultée.

En ce qui concerne le Jammu-et-Cachemire, l'Inde n'a aucune autre prétention que celle d'être un occupant. Depuis plus de 70 ans, elle a tout essayé pour écraser, soumettre et éliminer le peuple courageux du Cachemire, mais elle n'a pas réussi à étouffer les aspirations du peuple cachemirien à exercer son droit inaliénable à l'autodétermination.

À l'instar de tous les occupants et colonisateurs du passé, l'Inde veut écraser physiquement, politiquement et psychologiquement la lutte que mènent les autochtones cachemiriens. Il est paradoxal qu'un pays qui continue d'afficher à l'étranger sa soi-disant diplomatie en matière de vaccins ait transformé les hôpitaux du Jammu-et-Cachemire occupé en cimetières, en bloquant l'accès aux fournitures médicales essentielles, sans parler du vaccin contre le coronavirus.

Dans le même temps, l'Inde continue de soutenir et de financer ses mandataires, comme le Tehrik-e Taliban et le Jamaat-ul-Ahrar, inscrits sur la liste de l'ONU, et de les aider à planifier des activités subversives et terroristes contre le Pakistan. New Delhi est passé maître

dans l'art de la désinformation et de la propagande pour dénigrer le Pakistan. Les *Indian Chronicles*, qui ont été récemment publiées par l'organisation européenne indépendante à but non lucratif EU DisinfoLab, ont révélé que l'Inde est une grande « usine de production d'informations fallacieuses » dans le monde.

L'Inde peut essayer autant qu'elle veut, mais elle ne pourra jamais arrêter la lutte pour l'autodétermination et empêcher le peuple cachemirien de décider de son propre destin. Aussi longue et difficile que soit la lutte pour la liberté, elle est toujours couronnée de succès. Si l'on se fie à l'histoire, nous ne doutons pas que le peuple courageux du Cachemire finira par l'emporter, lui aussi.

*La séance est levée à 18 heures.*